



RAPPORT FINANCIER ANNUEL

2025

SOMMAIRE

CHAPITRE 1

RAPPORTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	3
---	----------

CHAPITRE 2

COMPTES CONSOLIDES	23
---------------------------	-----------

CHAPITRE 3

COMPTES ANNUELS	46
------------------------	-----------

CHAPITRE 4

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	58
---	-----------

CHAPITRE 5

RESOLUTIONS ASSEMBLEE GENERALE	68
---------------------------------------	-----------





CHAPITRE 1

RAPPORTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

CHAPITRE 1

SOMMAIRE

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

I. Situation et activité au cours de l'exercice écoulé	5
II. Résultats financiers	6
2.1- Résultats financiers consolidés	
2.2- Résultats financiers sociaux	
III. Evènements postérieurs à la clôture	12
IV. Développement et perspectives	12
V. Filiales et participations	12
VI. Informations complémentaires	13
6.1- Décomposition du solde des créances clients	
6.2- Décomposition du solde des dettes fournisseurs	
6.3- Dividendes versés au cours des trois derniers exercices	
6.4- Approbation des comptes annuels et affectation du résultat	
6.5- Actionnariat et bourse	
6.6- Les conventions réglementées	
6.7- Divers	

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Liste des fonctions et mandats exercés	16
Récapitulatif des délégations accordées par l'Assemblée en matière d'augmentation de capital et utilisées en cours d'exercice 2025.....	18
Situation des mandats d'administrateurs	18
Contrôle des commissaires aux comptes	18
Annexe au rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise	19
Tableau des résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices.....	22

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale pour vous rendre compte de l'activité de la Société et du Groupe durant l'exercice clos le 31 décembre 2025, et soumettre à votre approbation les comptes sociaux et consolidés dudit exercice ainsi que diverses résolutions.

Les rapports des commissaires aux comptes et le présent rapport de gestion ainsi que les comptes annuels et autres documents s'y rapportant ont été mis à votre disposition au siège de la Société dans les conditions et les délais prévus par la loi, afin que vous puissiez en prendre connaissance.

I- SITUATION ET ACTIVITÉ AU COURS DE L'EXERCICE ECOULÉ

Le premier semestre 2025 s'est inscrit dans la continuité du second semestre 2024, qui avait marqué un retour à la normale pour l'ensemble de nos activités, après la crise sanitaire en 2020 et 2021 puis les difficultés rencontrées en 2023 sur l'exploitation de nos thoniers sous pavillon mauricien.

Cet équilibre retrouvé a toutefois été affecté au second semestre 2025 par l'évolution du cadre réglementaire applicable à la pêche lépine : la préfecture des TAAF a en effet annoncé, le 18 juillet 2025, une nouvelle réduction de 15 % du TAC lépine (quota total), venant s'ajouter à une première baisse de 7 % intervenue en 2024, alors même que la pêche avait été ouverte à un huitième navire en 2022.

Cette décision s'est doublée d'une refonte complète des règles d'allocation des quotas entre les huit navires, avec l'introduction de nouveaux critères, notamment l'âge du navire, présence d'un moonpool, et gestion des déchets non organiques, modifiant en profondeur la répartition historique. Dans ce contexte de baisse générale du quota global, ces nouveaux paramètres permettent à un navire concurrent de voir son quota légèrement augmenté tandis que les trois autres concurrents enregistrent une réduction de 10%. Les quatre navires Sapmer, plus anciens mais pourtant les plus sobres énergétiquement, subissent quant à eux une diminution de 25% par rapport à la campagne précédente.

Nous avons annoncé dans notre précédent communiqué que de tels niveaux de quota de lépine imposeraient la mise en œuvre de mesures d'adaptation significatives. Un de nos palangriers a réalisé une marée sur quatre, entraînant la suppression d'une vingtaine de postes de marins français. Par ailleurs, vingt emplois à terre ont été supprimés entre 2025 et le premier trimestre 2026.

Parallèlement, les prix du thon brut ont connu une longue période de bas de cycle depuis la fin du premier trimestre 2025, conduisant à une dépréciation comptable des thoniers. En revanche, plusieurs indicateurs d'activité s'orientent favorablement : dynamique vigoureuse et prix en forte hausse pour la lépine, diminution substantielle des dépenses grâce aux efforts engagés et forte réduction de notre endettement, en baisse de près de 110 M€ depuis la période Covid.

Sapmer et ses 360 collaborateurs démontrent une nouvelle fois leur résilience. Les adaptations mises en œuvre portent leurs fruits et le Groupe travaille activement au renouvellement de sa flotte de palangriers pour sa pêche lépine, cet « or blanc » dont la qualité et la valeur sont reconnues sur l'ensemble des marchés internationaux.

Le conseil d'administration de Sapmer du 27 avril 2026 a arrêté les comptes de l'exercice 2025. Les procédures d'audit sur les comptes consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification est en cours d'émission.

ACTIVITÉ PÊCHERIE

Le chiffre d'affaires de la pêche langouste, qui comprend des ventes de langoustes entières (90%), des ventes de queues de langouste et des poissons (essentiellement du Cabot, du Saint-Paul et du Rouffe), pêchés au large des Iles Saint-Paul et Amsterdam, reste relativement stable par rapport à 2024 (-1,3%).

Le chiffre d'affaires de la légine est en retrait de 10% en raison de la réduction des volumes vendus consécutive à la baisse des quotas. Les prix de la légine étêtée vidée sont en forte progression sur l'année, malgré un taux de change moins favorable au cours du second semestre.

Le chiffre d'affaires du thon brut recule de 8,5%, une baisse provenant essentiellement du prix de vente en diminution de 6,7%, alors même qu'il avait déjà enregistré une contraction de 8,7% en 2024 par rapport à 2023.

ACTIVITÉ VALORISATION

Notre chiffre d'affaires valorisation est entièrement réalisé sur le territoire réunionnais à travers notre comptoir de vente au Port. Il s'établit à 4,4 M€ comme en 2024. Il est constitué de 27% de produits issus de la pêche thonière, 43% issus de la pêche légine et 30% issus de la pêche langouste. Les ventes se font auprès de grossistes, hôtels/restaurant et particuliers.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES RESSOURCES INCORPORELLES

Notre activité peut être confrontée aux risques suivants :

- L'évolution des contraintes réglementaires encadrant nos différentes pêcheries
- La volatilité des prix
- Les crises économiques pouvant réduire la demande, notamment de la part du secteur CHR
- Les perturbations dans la chaîne d'approvisionnement, qu'elles soient dues à des événements naturels, des conflits ou des problèmes logistiques

Cette liste, qui n'est pas exhaustive, souligne la nécessité pour l'entreprise de faire preuve d'une capacité d'adaptation, ce qu'elle a su démontrer par le passé.

Dans le cadre de notre stratégie de création de valeur, nous considérons que nos ressources incorporelles jouent un rôle clé dans notre performance et notre compétitivité. Ces ressources comprennent principalement :

- Notre marque et notre notoriété
- Nos antériorités et nos droits de pêche
- Nos accès à la ressource
- Nos certifications
- La compétence de nos équipes, ainsi que nos processus internes, qui font leurs preuves depuis plus de 75 ans

II- RÉSULTATS FINANCIERS

2.1- RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

2.1.1- Méthodes comptables

Le Groupe Sapmer présente ses comptes consolidés selon les normes internationales IFRS. Les méthodes comptables appliquées au 31 décembre 2025, sont cohérentes avec celles de l'exercice précédent.

2.1.2- Périmètre du Groupe

Le nombre de sociétés faisant partie du périmètre de consolidation s'élève à 9 au 31 décembre 2025.

- SAPMER SA (Mère)
- LES ARMEMENTS RÉUNIONNAIS SAS
- ARMAS PÊCHE SAS
- LES COMPTOIRS SAPMER SARL
- SAPMER PREMIUM SEAPRODUCTS
- TUNA FISHING COMPANY LTD
- INDIAN OCEAN SHIP MANAGEMENT SERVICES
- COMPAGNIE D'ARMEMENT A LA PECHE SAS
- MER DES MASCAREIGNES LTD (en cours de liquidation)

2.1.3- Comptes consolidés – Compte de résultat

Vous trouverez ci-dessous le compte de résultat simplifié :

En millions d'euros	FY 2025	FY 2024
Chiffre d'affaires	93,9	102,7
EBITDA*	9,1	8,0
EBITDA / CA	9,6%	7,8%
Résultat opérationnel courant	-21,2	0,9
Résultat opérationnel (EBIT)	-22,0	-0,4
Résultat financier	-2,7	-2,0
Impôts sur les résultats	6,3	1,9
Quote- part dans le résulta des entp associées	0,1	-0,4
Résultat net de l'ensemble consolidé	-18,3	-0,9

(*) EBITDA : résultat opérationnel avant dotations aux amortissements et dépréciation d'actifs

Au cours de l'exercice 2025, le Groupe Sapmer a réalisé un chiffre d'affaires de 93,9 M€ en diminution de 8,6% par rapport à 2024.

La répartition géographique de l'activité fait apparaître une prédominance de l'Asie qui représente 58% du chiffre d'affaires du Groupe. L'océan Indien hors Réunion contribue pour 20% tandis que La Réunion représente 6% du chiffre d'affaires.

Malgré la diminution du chiffre d'affaires, l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) progresse de plus de 13 %. Cette amélioration s'explique notamment par une variation de stock positive, liée au rythme des débarques, ainsi que par une réduction de plus de 5 % des coûts opérationnels.

L'EBE représente désormais 10 % du chiffre d'affaires. Ce ratio recouvre toutefois des réalités très contrastées entre nos activités : la légine, la langouste et le comptoir de vente affichent une marge d'EBE de 14 % du chiffre d'affaires, tandis que la rentabilité de l'activité thonière reste limitée à 2 % en 2025, comme le montre le tableau ci-dessous, et ce bien que cette activité soit présentée avec les seuls coûts qui lui sont directement imputables.

Compte de résultat 2025 simplifié en millions d'euros en distinguant l'activité pêche thonière	Légine, langouste et activités annexes	Activité pêche thonière	Total Groupe
Chiffre d'affaires	58,5	35,3	93,9
EBITDA	8,2	0,8	9,1
% Chiffre d'affaires	14%	2%	10%
Dotations aux amortissements	-4,2	-5,2	-9,5
Dépréciations d'actifs	-1,7	-19,0	-20,8
Résultat opérationnel courant	2,3	-23,4	-21,2
Autres charges / produits opérationnels	0,0	-0,8	-0,8
Résultat opérationnel	2,3	-24,2	-22,0
Résultat financier	-1,4	-1,3	-2,7
Résultat avant impôts sur les bénéfices	0,9	-25,5	-24,7
Résultat net de l'ensemble consolidé			-18,3

La faible rentabilité de l'activité thonière qui perdure depuis douze mois, a conduit, conformément aux normes comptables en vigueur, à constater une dépréciation comptable des thoniers. Cette dépréciation explique le résultat opérationnel négatif du Groupe.

Hors activité thonière, le résultat opérationnel ressort positif à hauteur de +2,3 M€.

Le résultat financier est de -2,7 M€, dont -1,4 M€ liés au coût de l'endettement associé aux trois thoniers.

Le résultat net avant impôt est ainsi de -24,7 M€. Il serait positif sans l'activité thonière.

Après prise en compte d'un produit d'impôts différés de 6,6 M€, le résultat net du Groupe ressort à -18,3 M€.

2.1.4- Comptes consolidés – Bilan

Vous trouverez ci-dessous un bilan simplifié :

En millions d'euros	31/12/25	31/12/24
Immo corporelles et incorporelles nettes	57,7	80,2
Goodwill	0,0	0,0
Participation dans les entp associées	0,0	0,0
Autres créances non courantes	1,6	1,3
Actifs courants	36,4	43,0
Trésorerie et équivalent	4,6	4,7
Actifs détenus en vue de la vente	0,0	2,0
Total ACTIF	100,4	131,3
Capitaux Propres	24,7	37,8
Dettes financières à moyen et long terme	32,2	41,9
Autres passifs non courants	9,5	16,6
Dettes financières court terme	11,2	3,7
Autres passifs courants	22,8	30,0
Passifs ass. aux actifs détenus en vue de la vente	0,0	1,2
Total PASSIF	100,4	131,3

Le poste des immobilisations nettes est en forte diminution, principalement en raison de l'enregistrement d'une dépréciation comptable des thoniers consécutive au niveau insuffisant du prix du thon brut observé au cours des douze derniers mois pesant sur leur rentabilité.

Les actifs courants sont en baisse (-6,6 M€), essentiellement sur le poste clients, partiellement compensée par la hausse des stocks de produits finis, conséquence de la baisse du chiffre d'affaires et d'un rythme des marées des palangriers différent de celui de l'année dernière.

Les capitaux propres s'élèvent à 24,7 M€, soit une variation de -13,2 M€ par rapport à 2024, reflet de la seconde tranche de l'augmentation de capital réservée (+5 M€), moins la perte de l'exercice.

La dette financière nette* est de 36,2 M€ contre 41,2 M€ fin 2024 et 54,7 M€ fin 2023. L'entreprise a ainsi divisé sa dette par 3,5 par rapport à la fin de la période Covid.

Le ratio dette nette / capitaux propres ressort à un niveau inférieur à 1,5x.

Le passif courant enregistre une diminution de -7,2 M€ (-4,5 M€ sur le poste dettes fournisseurs et -3,5 M€ sur le poste autres dettes d'exploitation).

** La dette courante relative à la mobilisation de créance n'est pas considérée par le Groupe dans sa communication financière comme faisant partie de la « Dette financière nette », du fait que cette dette n'est pas associée à une obligation de remboursement de la part du Groupe (elle sera apurée par le paiement par les clients du Groupe directement au factor). Cette dette s'élève à 1,6 M€ fin 2025.*

2.1.5- Comptes consolidés – Analyse du tableau de flux de trésorerie

En millions d'euros	FY 2025	FY 2024
Trésorerie à l'ouverture	4,7	1,8
Flux net de trésorerie généré par l'activité	8,3	0,0
Flux net de trésorerie lié aux op. d'investissement	-5,2	1,6
Flux net de trésorerie lié aux op. de financement	-3,2	1,3
Trésorerie de clôture	4,6	4,7
Variation de trésorerie	-0,1	2,9

Le flux généré par l'activité est en forte augmentation à +8,3 M€ grâce à une Capacité d'autofinancement (CAF) positive de +5,2 M€ et une variation de BFR légèrement positive.

Le flux des opérations d'investissement de -5,2 M€ se décompose entre 7,3 M€ d'investissements sur les navires (en hausse de 7%) et le produit de cession pour 2,1 M€ d'un bâtiment cédé en début d'exercice à l'Ile Maurice.

Le flux de financement de -3,2 M€ comprend essentiellement la seconde tranche de l'augmentation de capital pour +5 M€, le remboursement d'emprunts pour 4,6 M€ et le paiement des intérêts pour 3,1 M€.

2.2- RÉSULTATS FINANCIERS SOCIAUX

2.2.1- Méthodes comptables

Les comptes sociaux de la Société sont établis conformément aux dispositions du règlement ANC 2022-06.

Ce règlement, homologué le 30 décembre 2023, modifie le plan comptable général et s'applique à compter du 1er janvier 2025. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers.

Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, l'absence de retraitement n'opère aucune modification quant à la présentation pour l'année 2025.

Les principaux impacts sur la présentation des comptes 2025 par rapport à la réglementation antérieure sont les suivants :

- ✓ Suppression de la technique des transferts de charges

Les indemnités d'assurance sont désormais comptabilisées en « autres produits d'exploitation » (643 K€ en 2025). Les mises à disposition intra-groupe de personnel ont été inscrites en chiffre d'affaires (prestations de services pour 678 K€ en 2025).

Les prises en charge de salaires par l'OPCO sont déduites des charges de personnel (80 K€ en 2025).

✓ Modification de la définition du résultat exceptionnel

Le règlement ANC 2022-06 portant sur la modernisation des états financiers propose une nouvelle définition du résultat exceptionnel :

- Sont comptabilisés en résultat exceptionnel les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel.
- Auxquels s'ajoutent un nombre limité d'éléments classés selon leur nature en résultat exceptionnel (les enregistrements liés à des opérations fiscales, à des changements de méthode ou à des corrections d'erreurs).

Par conséquent :

- Les opérations portant sur les sorties de l'actif immobilisés ont été affectées au résultat d'exploitation (-85 K€ en 2025).
- Seule la dotation aux amortissements dérogatoires, d'origine fiscale, a été comptabilisée en résultat exceptionnel en 2025.

2.2.2- Comptes sociaux – Compte de résultat

En millions d'euros	déc-25	déc-24
Chiffre d'affaires	71,6	76,3
Autres produits de l'activité	12,1	16,0
Produits d'exploitation	83,7	92,3
Approvisionnements, stocks et charges externes	-56,6	-60,0
Impôts et taxes	-4,1	-3,9
Charges de personnel	-17,3	-17,4
Dotations d'exploitation	-25,1	-8,2
Autres charges d'exploitation nettes des produits	-3,9	-3,6
Résultat d'exploitation	-23,4	-0,8
Quote-part de résultats transférés	-0,1	0,5
Résultat financier	3,3	0,9
Résultat exceptionnel	-0,3	-5,9
Résultat avant impôt	-20,5	-5,3
Participation des salariés	0,0	0,0
Impôts sur les bénéfices	1,2	1,9
RESULTAT NET	-19,3	-3,4

Sapmer est la société-mère du Groupe. Elle est propriétaire et exploitante des palangriers « Albius » et « Cap Horn ». La Société est également copropriétaire et exploitante du chalutier caseyeur « l'Austral » à 65%. Enfin, Sapmer est propriétaire exploitante de trois thoniers senneurs.

Le chiffre d'affaires de Sapmer est en diminution de 6% par rapport à 2024.

Le poste « autre produits » connaît une baisse de 24%. Cette évolution est principalement liée à la variation des stocks de produits au cours de l'exercice.

Les approvisionnements et charges externes sont en diminution de 6% en lien avec la baisse de l'activité.

Les dotations d'exploitation sont en forte hausse en raison de la constatation d'une dépréciation comptable exceptionnelle sur les trois navires thoniers.

Le résultat financier de 3,2 M€ est essentiellement composé de dividendes perçus pour 3,4 M€ et du boni de confusion liée à la TUP de Soparma pour 7,2 M€, constatés en produits financiers et, en charges financières, d'abandons de créances en faveur des filiales pour 5,8 M€ et d'intérêts sur emprunts pour 1,6 M€.

Le résultat exceptionnel de -0,3 M€ provient exclusivement des amortissements dérogatoires.

Après prise en compte de l'impôt (produit de 1,2 M€ lié à l'intégration fiscale), le résultat net s'élève à -19,3 M€, contre -3,4 M€ en 2024.

2.2.3- Comptes sociaux – Bilan

En millions d'euros	déc.-25	déc.-24
Immobilisations incorporelles nettes	0,3	0,4
Immobilisations corporelles nettes	40,4	58,0
Immobilisations financières	10,0	2,5
Actif immobilisé	50,8	60,9
Stocks nets	14,3	10,7
Créances clients et autres	23,4	43,7
Total créances	37,7	54,3
Charges constatées d'avance	2,2	2,4
Disponibilités	2,7	2,4
Actif circulant	42,6	59,1
Ecart de conversion actif	0,1	0,0
TOTAL ACTIF	93,5	120,0
Capital social	4,9	4,4
Réserves et report à nouveau	17,4	16,4
Résultat de l'exercice	-19,3	-3,4
Subventions et provisions	17,9	17,7
Total Capitaux Propres	21,0	35,0
Provisions pour risques et charges	5,8	4,6
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	35,9	37,7
Emprunts et dettes financières divers	12,4	20,9
Dettes diverses	18,4	21,8
Produits constatés d'avance	0,0	0,0
Total dettes	66,7	80,4
Ecart de conversion passif	0,0	0,1
TOTAL PASSIF	93,5	120,0

Les immobilisations corporelles nettes prennent en compte, notamment, les amortissements des navires, leur rénovation usuelle réalisée sur l'exercice 2025 ainsi que la constatation d'une dépréciation comptable exceptionnelle sur les trois navires thoniers qui explique la diminution de ce poste.

Le poste créances clients et autres créances est en baisse de 20,3 M€.

Les créances clients sont en forte diminution de 7,8 M€.

Les créances diverses, principalement constituées de créances intra-groupe, sont en forte baisse de 11,5 M€ (dont 6 M€ lié à la TUP de la société Soparma).

Au passif, la variation des capitaux propres est liée à l'augmentation de capital de 5 M€ et au résultat de l'exercice de -19,3 M€.

Le déficit 2024 a été affecté en totalité au poste « report à nouveau ».

Le remboursement du capital des emprunts s'est élevé à 1,6 M€ sur l'exercice.

III- ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

La hausse des coûts du carburant a un impact important sur nos coûts opérationnels et notamment pour notre activité thonière. Face à l'incertitude quant à l'intensité et à la durée de la crise actuelle dans le détroit d'Ormuz, le Groupe a choisi d'agir sans attendre et a sollicité de manière anticipée le soutien de ses partenaires bancaires. L'accueil favorable réservé à cette démarche permet à l'entreprise d'aborder cette période exigeante avec confiance et d'avancer avec détermination dans son plan d'adaptation et de transformation.

IV- DÉVELOPPEMENT ET PERSPECTIVES

Le Groupe consolide une série de démarches structurantes :

- l'effet plein, dès 2026, de la réorganisation de l'activité légine, mise en place de manière exemplaire au second semestre 2025 malgré l'annonce tardive, en juillet, de la baisse de 25 % des quotas pour une campagne débutant le 1^{er} septembre ;
- l'intensification de la commercialisation locale à La Réunion, avec une offre premium de poissons et crustacés issus des pêcheries Sapmer ou de fournisseurs externes ;
- le renouvellement de la flotte de palangriers, un projet majeur sur lequel l'entreprise est restée pleinement mobilisée et qui est désormais sur le point d'aboutir.

V- FILIALES ET PARTICIPATIONS

La liste des sociétés appartenant au périmètre de consolidation est donnée dans le tableau ci-après :

Sociétés	Localisation	% de capital détenu	Méthode de consolidation
SAPMER SA (*)	La Réunion	Mère	Intégration globale
LES ARMEMENTS REUNIONNAIS SAS (*)	La Réunion	100%	Intégration globale
ARMAS PÊCHE SAS (*)	La Réunion	100%	Intégration globale
LES COMPTOIRS SAPMER SARL (*)	La Réunion	100%	Intégration globale
SAPMER PREMIUM SEAPRODUCTS	Ile Maurice	100%	Intégration globale
TUNA FISHING COMPANY LTD	Seychelles	99%	Intégration globale
INDIAN OCEAN SHIP MANAGEMENT SERVICES	Ile Maurice	100%	Intégration globale
COMPAGNIE D'ARMEMENT A LA PECHE SAS (*)	La Réunion	100%	Intégration globale
MER DES MASCAREIGNES LIMITEE	Ile Maurice	50%	Mise en équivalence

(*) Sociétés intégrées fiscalement

✓ LES ARMEMENTS RÉUNIONNAIS SAS

Cette filiale est propriétaire et exploitante d'un navire palangrier (pêche à la légine) « l'Ile Bourbon ». Le chiffre d'affaires passe de 13,2 M€ à 13,5 M€ entre 2024 et 2025. Elle réalise à la clôture de l'exercice 2025 un résultat bénéficiaire de 1,8 M€, contre 2,7 M€ en 2024.

✓ ARMAS PÊCHE SAS

Cette filiale est propriétaire et exploitante du navire « Mascareignes III » (pêche à la légine) et copropriétaire et exploitante à 35% du navire « l'Austral » (langoustes). Le chiffre d'affaires passe de 14 M€ à 11,6 M€ entre 2024 et 2025. Elle réalise à la clôture de l'exercice 2025 un résultat bénéficiaire de 1,1 M€, contre 2,1 M€ en 2024.

✓ LES COMPTOIRS SAPMER SARL

Cette filiale gère un comptoir de vente basé dans la ville du Port à La Réunion. Le chiffre d'affaires est en légère progression de 4,2 M€ en 2024 à 4,3 M€ en 2025. Elle réalise à la clôture de l'exercice 2025 un résultat bénéficiaire de 0,4 M€, contre 0,6 M€ en 2024.

✓ SAPMER PREMIUM SEAPRODUCTS

Cette filiale s'occupe de la distribution et de la logistique des produits de la pêche valorisés du Groupe. Elle réalise sur l'exercice 2025 un chiffre d'affaires de 3 M€ et un résultat bénéficiaire de 4,9 M€.

✓ TUNA FISHING COMPANY LTD

Cette filiale gère les activités logistiques du Groupe aux Seychelles. Elle réalise sur 2025 un chiffre d'affaires de 0,4 M€ et un résultat déficitaire de 0,8 M€.

✓ INDIAN OCEAN SHIP MANAGEMENT SERVICES

Cette filiale abrite une partie de la structure opérationnelle et administrative du Groupe. Elle réalise sur 2025 un chiffre d'affaires de 0,6 M€ et un résultat bénéficiaire de 2,3 M€.

✓ MER DES MASCAREIGNES LTEE (en cours de liquidation)

Par suite du retrait de l'acquéreur pressenti des titres de MDM, la cession de la filiale ne s'est pas réalisée. L'usine a été fermée et la société est en cours de liquidation.

✓ COMPAGNIE D'ARMEMENT A LA PECHE SAS

Son activité est l'exploitation et la gestion des thoniers du Groupe. L'entreprise génère un chiffre d'affaires de 6,3 M€ et un résultat bénéficiaire de 0,4 M€.

VI- INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

6.1- DÉCOMPOSITION DU SOLDE DES CRÉANCES CLIENTS

Vous trouverez ci-dessous la situation des créances clients des comptes sociaux de Sapmer.

Situation au 31 déc.25 en millions d'euros	Factures émises non réglées à la date de clôture dont le terme est échu						
Tranches de retard de paiement	Solde	0 jours	De 1 à 30 jours	de 31 jours à 60 jours	de 61 à 90 jours	> à 91 jours	Total 1 jour et plus
Montant total des factures concernées (TTC)	8,61	7,93	0,44	0,07	0,00	0,17	0,68
Nombre de factures concernées	193	72	53	11	1	56	121
Pourcentage du montant total du chiffre d'affaires (HT)		11,08%	0,61%	0,09%	0,00%	0,24%	0,94%
Comptes rattachés	-0,08						
Total créances clients et comptes rattachés	8,53						

6.2- DÉCOMPOSITION DU SOLDE DES DETTES FOURNISSEURS

Vous trouverez ci-dessous la situation des dettes fournisseurs des comptes sociaux de Sapmer.

Situation au 31 déc.25 en millions d'euros	Factures reçues non réglées à la date de clôture dont le terme est échu						
	Solde	0 jours	De 1 à 30 jours	de 31 jours à 60 jours	de 61 à 90 jours	> à 91 jours	Total 1 jour et plus
Tranches de retard de paiement							
Montant total des factures concernées (TTC)	9,66	5,54	2,76	0,90	0,15	0,31	4,12
Pourcentage du montant total des achats (HT)		9,8%	4,9%	1,6%	0,3%	0,5%	7,3%
Comptes rattachés	2,76						
Total dettes fournisseurs et comptes rattachés	12,42						

6.3- DIVIDENDES VERSÉS AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices.

6.4- APPROBATION DES COMPTES ANNUELS ET AFFECTATION DU RÉSULTAT

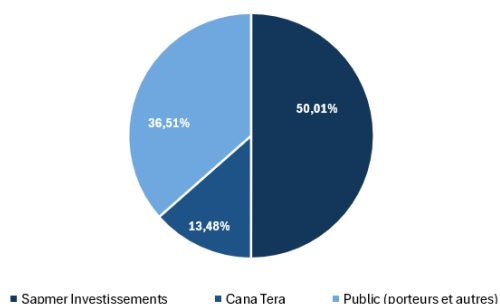
Nous vous remercions de bien vouloir approuver les comptes annuels, comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe tels qu'ils vous sont présentés, lesdits comptes annuels faisant apparaître une perte de 19 287 950,30 euros.

Nous vous proposons d'affecter cette perte de l'exercice 2025 en report à nouveau.

6.5- ACTIONNARIAT ET BOURSE

Le capital social de la Société est composé au 31 décembre 2025 de 6 095 685 actions à 0,80 € de valeur nominale pour un montant total de 4 876 548 €.

Détention du capital au 31 décembre 2025



Le capital ne comporte pas d'action à droit préférentiel.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102 du Code de commerce, nous vous informons que la proportion du capital détenue par le personnel de la Société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 du Code de commerce est de 0,15%.

Sapmer ne détient aucune de ses actions en propre et n'a procédé au cours de l'exercice à aucune action d'achat ou de vente d'actions propres.

Conformément à l'article L.233-13 du Code de commerce, nous vous signalons l'identité des personnes détenant directement ou indirectement au 31 décembre 2024, plus de 5%, de 10%, de 15%, de 20%, de 25%, de 33,33% de 50%, de 66,66%, de 90%, ou de 95% du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales :

ACTIONNAIRES	EN CAPITAL	EN DROIT DE VOTE
CANA TERA-JS&CO	63,49%	63,49%
SAPMER INVESTISSEMENTS		

Évolution du cours de bourse en 2025

Le cours le plus haut en 2025 est 8,45 € et le plus bas est 4,52 €.

Le cours au 31 décembre 2025 est de 5,75 €.

Code ISIN : FR0010776617-ALMER

6.6- LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les conventions visées par les dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce, mentionnées le cas échéant dans le rapport spécial des commissaires aux comptes.

En outre, nous vous remercions, conformément à la possibilité offerte par l'article L.225-42 du Code de commerce, d'approuver le cas échéant sur rapport spécial des commissaires aux comptes, les conventions qui n'auraient pas été préalablement autorisées par le conseil d'administration.

6.7- DIVERS

Charges non déductibles

La Société n'a pas effectué de dépenses somptuaires (CGI art 39.5 – 223 quinquies).

Le montant de TVS constaté dans les charges de l'exercice est de 8 196 euros.

Montant de la rémunération des auditeurs (comptes sociaux et consolidés)

Les honoraires s'élèvent à 89,5 K€ HT pour l'exercice 2025.

Le conseil d'administration

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Chers actionnaires,

Conformément à l'article L.225-37 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le gouvernement d'entreprise.

LISTE DES FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS

Conformément aux dispositions de l'article L.225-37-4 du Code de commerce, vous trouverez ci-dessous la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de la Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2025.

NOM DES ADMINISTRATEURS	FONCTIONS	LISTE DES MANDATS
Wilfrid BERTILE	Administrateur	Administrateur des sociétés : Sapmer (SA), SPL Maraina (SA)
Virginie BOIREAU	Administrateur	Administrateur de la société Sapmer (SA) Gérante de la société Alter Ego Holding (SARL) Représentante permanente de la société Alter Ego Holding, elle-même directrice générale des sociétés : Actual Océan Indien (SAS), Baobaouk (SAS) Représentante permanente de la société Alter Ego Holding, elle-même présidente des sociétés: Caz'cavelle (SAS), Alter Eperon (SAS), Alter Nautic (SAS) Représentante permanente de la société Alter Ego Holding, elle-même représentante de la société Actual Océan Indien, directrice générale des sociétés : Alter Ego Tertiaire (SAS), Alter Ego Réunion (SAS), Alter Ego Océan Indien (SAS), Ekite (SAS), Alter&Co (SAS)
Adrien de CHOMEREAU	Administrateur Directeur général	Administrateur de la société Sapmer (SA) Directeur général des sociétés :Sapmer et Sapmer Investissements (SAS) Représentant permanent de la société Sapmer, elle-même présidente des sociétés: Les Armements Réunionnais (SAS), Soparma (SAS), Armas Pêche (SAS), Compagnie d'Armement à la Pêche (SAS) Director des sociétés: Sapmer Premium Sea Products, Indian Ocean Ship Management Services, Tuna Fishing Company Ltd, IOST Company Ltd, Mer des Mascareignes Ltee en cours de liquidation, Central common cold store Ltd Gérant de la société Les Comptoirs Sapmer (SARL)
Guillaume KIN-SIONG	Administrateur	Administrateur de la société Sapmer (SA) Président de la société Smart (SAS) Directeur de la société King Invest (SAS) Représentant permanent de la société Smart, elle-même présidente des sociétés: Pdf Réunion-Smart (SAS), James Bun-Smart (SAS), Hot Dog-Smart (SAS), Kebab-Smart (SAS) Gérant des sociétés: SCI Signature (France), SCI FDG (France), Holding FDKS INVEST SC (France),
Salima MALL	Administrateur	Administrateur des sociétés : Sapmer (SA), SHLMR (SA) Gérante des sociétés : Arancia (SARL), Chocolaterie des Iles (SARL), Ispahan (SARL), Comptoir du Chocolat (SARL), Couleur Chocolat (SARL, SCI Sevilana)

NOM DES ADMINISTRATEURS	FONCTIONS	LISTE DES MANDATS
Régis Moreau	Président du conseil d'administration Administrateur	Administrateurs des sociétés : Sapmer (SA), Royal Bourbon (SA) Président du conseil d'administration de Sapmer (SA) Président des sociétés: Sarl Bethleem (SAS), Beaulieu SAS, Coffret Manapany (SAS) Directeur général de la société Bourbon énergie solaire (SAS) Membre de la société Royal Bourbon Industries (SAS) Représentant permanent de la société Moreau Cultures (SC), elle-même administrateur de la Société Coopérative agricole de fruits et légumes de Bourbon Représentant permanent de la société Beaulieu (SAS), elle-même présidente de la société Austral Sourcing (SAS) Gérant des sociétés : Société Fraise Fils (SARL), SCI Beaulieu, Moreau Cultures, Le délice OI (SARL)
Guillaume Narayanin	Administrateur	Administrateur de la société Sapmer (SA) Président des sociétés :Hold Invest (SAS), Jade Invest (SAS) Gérants des sociétés: Paletuviers (SCICV), SCI Gabriyah 01, SNC Canelle Loc 07 Représentant permanent de la société Jade Invest, elle-même gérante de la SCCV Juliette Dodu
Aurélien Potier	Administrateur	Administrateur de la société Sapmer (SA) Gérant de la société Beau Rivage (SARL) Représentant permanent de la société De Courcy, elle-même présidente des sociétés: CEM (SAS), SIMOI (SAS), DMP (SAS), MDR (SAS), MIH (SAS), A2M Industries (SAS), PCL (SAS), PFD (SAS), PSI (SAS) Représentant permanent de la société Beau Rivage, elle-même présidente de la société Terre Australe (SAS) Représentant permanent de la société Beau Rivage, elle-même directrice générale des sociétés: De Courcy (SAS), Multijob (SAS)
Christophe Vieille	Administrateur	Administrateur des sociétés : Sapmer (SA), Gold Center Océan Indien (SA) Président du conseil d'administration de la société Gold Center Océan Indien Président des sociétés : Société Mado (SAS), Le Comptoir du Tee Shirt (SAS), Maïa Gérant des sociétés : Sarl Pei (SARL), L'Effet Plein Sud (SARL), L'Effet Grand Large (SARL), L'Effet Bel Air (SARL), L'Effet Portail (SARL), Tacheia (SARL), Ilithye (SARL), Phaenna (SARL), Doris (SCI), Pegase (SARL), Cléio (SCI), Pherusa (SCI), Mado Diffusion (SARL), Galatée (SCI), Ianeira (SCI), Panopè (SCI), Pronoé (SCI), Dynamene (SCI), Evarne (SCI), Maéra (SCI), Clymene (SCI), Themisto (SCI), Petrea (SCI), SCI Rubis (SC), Nisaea (SCI), Calliope (SARL), Hippocampe (SCCV), Gold Box (SARL), Oikos (SARL), Harmos (SARL), Owen (SARL), Crystal (SARL), Luna (SARL), Anthò (SARL), L'Effet Sacré Cœur (SARL), Despina (SARL), Neptune (SARL), Paedeia (SARL), SCI Corail (SC), L'effet Sauvage (SARL), Amatheia (SARL), Hestia (SARL), Céryx (SARL), L'Effet Dyonisos (SARL), L'Effet Boucan (SARL), L'Effet Duparc (SARL), Lakthesis (SARL), Eirene (SARL), Astree (SARL), Electra (SARL), Aeria (SARL), Arce (SARL), Thalie (SARL), Arion (SARL), Iris (SARL), Eaque (SARL), Rhéa (SARL), Enyo (SARL), Alecto (SARL), Ephira (SCI) Liquidateur amiable des sociétés : Amatheia Alpha (SCCV), Electra (SARL)

RECAPITULATIF DES DÉLÉGATIONS ACCORDEES PAR L'ASSEMBLÉE EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL ET UTILISÉES EN COURS D'EXERCICE 2025

Pour rappel, le 17 avril 2024, les actionnaires de la Société ont autorisé la réalisation d'une augmentation de capital réservée de la Société d'un montant maximum global de 20 M €, divisé en deux tranches :

- une première tranche d'un montant maximum d'environ 15 M €, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit exclusif de personnes nommément désignées ; et
- une seconde tranche d'un montant maximum d'environ 5 M € avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit exclusif de la Région Réunion.

La première tranche de l'augmentation de capital, d'un montant total de 15.049.514,68 € a été réalisée le 22 avril 2024 portant le capital social à 2.798.878,40 euros à 4.358.413,60 euros.

La seconde tranche de l'augmentation de capital, d'un montant de 4.999.996,96 € a été réalisée le 2 avril 2025 portant le capital social de 4 358 413,60 euros à 4 876 548,00 euros.

Le 28 mai 2025, le conseil d'administration de la Société a arrêté les termes du rapport complémentaire établi conformément aux dispositions de l'article L.225-129-5 et R.225-116 du Code de commerce. Ce rapport, annexé aux présentes (voir en ce sens **Annexe au Rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise**) , a été tenu à la disposition des actionnaires au siège social de la Société dans les délais requis et a été porté à la connaissance des actionnaires lors de l'assemblée générale ordinaire du 23 juin 2025.

SITUATION DES MANDATS D'ADMINISTRATEURS

MANDAT D'ADMINISTRATEURS

Après examen de la situation des mandats d'administrateurs, nous vous informons que le mandat d'administrateur de Monsieur Wilfrid Bertile arrive à expiration à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2025.

Nous vous proposons de le renouveler pour une nouvelle durée de trois (3) ans.

CONTRÔLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports des commissaires aux comptes.

Le conseil d'administration

ANNEXE AU RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ÉTABLI LE 28 MAI 2025 ET PRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 23 JUIN 2025 (Articles L. 225-129-5 et R. 225-116 du Code de commerce)

Chers actionnaires,

Le présent rapport complémentaire (le « **Rapport** ») a été établi conformément aux dispositions des articles L. 225-129-5 et R. 225-116 du Code de commerce, et a pour objet de vous informer de l'usage qui a été fait par le conseil d'administration de la Société (le « **Conseil d'administration** »), dans sa décision en date du 28 mars 2025, de la délégation qui lui a été consentie par l'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société en date du 28 mars 2025, conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et L. 225-129-2 du Code de commerce (l'« **Assemblée Générale** »).

Nous vous rappelons que l'Assemblée Générale a, aux termes de sa 2^{ème} résolution, décidé de déléguer sa compétence au Conseil d'administration de la Société à l'effet de procéder à une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'un montant nominal maximum de cinq cent dix-huit mille cent trente-quatre euros et quarante centimes (518.134,40 €), par l'émission d'un nombre maximum de six cent quarante-sept mille six cent soixante-huit (647.668) actions ordinaires de la Société de quatre-vingt centimes d'euro (0,80 €) de valeur nominale chacune, à émettre au prix de souscription de sept euros et soixante-douze centimes (7,72 €), soit quatre-vingt centimes d'euro (0,80 €) de valeur nominale et six euros et quatre-vingt-douze centimes (6,92 €) de prime d'émission pour chaque action ordinaire émise, représentant une augmentation de capital d'un montant total maximum de quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-seize euros et quatre-vingt-seize centimes (4.999.996,96 €), à libérer intégralement en numéraire lors de leur souscription, et dont la souscription serait réservée au profit de la catégorie de personnes suivantes répondant à des caractéristiques déterminées au sens de l'article L. 225-138 du Code de commerce :

- la Région Réunion, un établissement public de la Réunion, une société d'économie mixte et une société dans laquelle la Région Réunion détient directement ou indirectement une fraction du capital (les « **Bénéficiaires de l'Augmentation de Capital Réservée à la Région Réunion** »), (l'« **Augmentation de Capital Réservée à la Région Réunion** »).

Pour rappel, l'Augmentation de Capital Réunion intervient dans le cadre du protocole de conciliation (le « **Protocole** ») conclu le 2 février 2024 par la Société avec ses principaux créanciers, prévoyant notamment le principe d'une augmentation de capital d'un montant global de 20 millions, dont la première tranche, d'un montant de 15 millions d'euros (l'« **Augmentation de Capital Initiale** ») a été réalisée le 22 avril 2024. Le Protocole a fait l'objet d'une homologation par le Tribunal Mixte de Commerce de Saint-Denis de la Réunion le 21 février 2024 et a fait l'objet d'un premier avenant en date du 8 avril 2024.

Le présent Rapport a pour objet de présenter les termes et conditions définitifs de l'Augmentation de Capital Réservée à la Région Réunion arrêtés par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 28 mars 2025, en application des délégations de compétence susvisées, conformément aux articles L. 225-129-5, L. 225-135 et L. 225-138, R. 225-115 et R. 225-116 du Code de commerce.

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-116 du Code de commerce, le présent Rapport sera présenté à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société et un rapport complémentaire relatif à ce Rapport sera émis par les commissaires aux comptes de la Société.

Il est par ailleurs précisé que les modalités de l'Augmentation de Capital Réservée à la Région Réunion sont détaillées dans les communiqués de presse de la Société publiés le 28 mars 2025 et le 2 avril 2025, ainsi que dans la brochure de convocation à l'Assemblée Générale publiée le 13 mars 2025, contenant le rapport de Conseil d'administration à l'Assemblée Générale.

* * * * *

1. CADRE JURIDIQUE DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL RÉSERVÉES

Nous vous rappelons que l'Assemblée Générale a, aux termes de sa 2^{ème} résolution, décidé de déléguer sa compétence au Conseil d'administration de la Société à l'effet de procéder à l'Augmentation de Capital Réservée à la Région Réunion.

Le Conseil d'administration de la Société réuni le 28 mars 2025, après avoir constaté la libération intégrale du capital, faisant usage de la délégation susvisée, a notamment :

- **décidé** de procéder à l'Augmentation de Capital Réservée à la Région Réunion et **décidé** en conséquence d'augmenter le capital social de la Société d'un montant nominal total de cinq cent dix-huit mille cent trente-quatre euros et quarante centimes (518.134,40 €), par l'émission d'un nombre maximum de six cent quarante-sept mille six cent soixante-huit (647.668) actions ordinaires de la Société de quatre-vingt centimes d'euro (0,80 €) de valeur nominale chacune, à émettre au prix de souscription de sept euros et soixante-douze centimes (7,72 €), soit quatre-vingt centimes d'euro (0,80 €) de valeur nominale et six euros et quatre-vingt-douze centimes (6,92 €) de prime d'émission pour chaque action ordinaire émise, représentant une augmentation de capital d'un montant total maximum de quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-seize euros et quatre-vingt-seize centimes (4.999.996,96 €) ;
- **décide** de réserver la souscription des 647.668 actions ordinaires susvisées au bénéfice exclusif de la Région Réunion, cette dernière ayant confirmé répondre aux critères de la catégorie de personnes visée à la 2^{ème} résolution de l'Assemblée Générale ;
- **décidé** de fixer la période de souscription de l'Augmentation de Capital Réservée à la Région Réunion du 28 mars 2025 au 11 avril 2025 ; et
- **décidé** que le prix de souscription des actions ordinaires émises devra être intégralement libéré en numéraire lors de leur souscription.

Au vu du certificat du dépositaire des fonds délivré par Uptevia en date du 2 avril 2025 dans le cadre de l'Augmentation de Capital Réservée à la Région Réunion, le Directeur Général a constaté la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital Réservée à la Région Réunion en date du 2 avril 2025.

Par cette même décision, le Directeur Général a constaté en conséquence que le capital social de la Société a ainsi été porté d'un montant de 4.358.413,60 euros à un montant de 4.876.548 euros, divisé en 6.095.685 actions ordinaires de 0,80 euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

L'incidence de l'émission des actions nouvelles dans le cadre de l'Augmentation de Capital Réservée à la Région Réunion sur la situation des titulaires de titres de capital est présentée au paragraphe 3 ci-après.

2. CONDITIONS DÉFINITIVES DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSERVÉE À LA RÉGION RÉUNION

Les conditions définitives et modalités de l'Augmentation de Capital Réservée à la Région Réunion et les caractéristiques définitives des actions nouvelles sont détaillées ci-après :

- l'Augmentation de Capital Réservée à la Région Réunion a consisté en l'émission de 647.668 actions ordinaires nouvelles de 0,80 euro de valeur nominale chacune ;
- la période de souscription des actions nouvelles a couru du 28 mars 2025 au 2 avril 2025 ;
- le montant total de l'Augmentation de Capital Réservée à la Région Réunion, prime d'émission incluse, s'est élevé à 4.999.996,96 euros (dont 518.134,40 euros de montant nominal total et 4.481.862,56 euros de prime d'émission globale) ;
- le prix de souscription a été de 7,72 euros (constitué de 0,80 euro de valeur nominale et de 6,92 euros de prime d'émission), étant rappelé que ce prix de 7,72 euros par action a été fixé par l'Assemblée Générale et correspond (i) à la valorisation de la Société à hauteur de 27 millions d'euros retenue dans le cadre du Protocole, étant précisé que cette valorisation fait ressortir un multiple d'EBITDA annualisé du second semestre 2024 considéré comme normatif retraité de la dette nette d'environ 5,2 (le même calcul sur la base de l'EBITDA 2023 moins les dettes nettes correspond à un multiple de 5,5), ce multiple étant dans la fourchette retenue pour des entreprises du secteur agroalimentaire ; (ii) au prix par action utilisé lors de l'Augmentation de Capital Initiale et (iii) au prix par action correspondant à une souscription de la Région Réunion à 10,6% du capital de la Société, pour un montant total de 5 millions d'euros, tel qu'agréé par la Commission Permanente sur la base de l'avis favorable de la Commission des participations et des transferts, institution administrative indépendante de l'État français en charge de se prononcer sur la valeur des sociétés commerciales dans lesquelles les régions peuvent, conformément au Code des collectivités territoriales, prendre des participations ;
- la souscription des actions nouvelles a été réservée au profit exclusif de la Région Réunion ; il est rappelé qu'aux termes de l'engagement de souscription signé, la Région Réunion s'était engagée irrévocablement à souscrire à une augmentation de capital pour un montant de 5 millions d'euros, représentant l'intégralité des actions ordinaires nouvelles issues de l'Augmentation de Capital Réservée à la Région Réunion ;

- le prix de souscription des actions nouvelles a été intégralement libéré en numéraire par versement d'espèces ;
- par conséquent, le produit brut de l'Augmentation de Capital Réservee à la Région Réunion (qui correspond au produit du nombre d'actions ordinaires nouvelles émises et du prix de souscription unitaire des actions ordinaires nouvelles) s'est élevé à 4.999.996,96 euros. L'estimation des dépenses liées à l'Augmentation de Capital Réservee à la Région Réunion (incluant la rémunération des intermédiaires financiers et frais juridiques et administratifs) est d'environ 111 K€.

Le produit net estimé de l'Augmentation de Capital Réservee à la Région Réunion est ainsi d'environ 4,9M€ ;

- la date de réalisation définitive de l'Augmentation de Capital Réservee à la Région Réunion résultant de la souscription et de la libération du prix de souscription des actions ordinaires correspond à la date du certificat du dépositaire des fonds constatant la souscription et le versement établi au moment du dépôt des fonds, conformément aux dispositions de l'article L. 225-146 du Code de commerce, soit le 2 avril 2025 ;
- le règlement-livraison des actions nouvelles est intervenu le 2 avril 2025 ; les actions nouvelles issues de l'Augmentation de Capital Réservee à la Région Réunion ont été émises le 2 avril 2025 ;
- les actions ordinaires portaient jouissance à compter de la date de leur émission et sont soumises à toutes les stipulations des statuts de la Société ainsi qu'aux décisions des assemblées d'actionnaires de la Société à compter de cette date ; et
- les actions nouvelles ont été admises aux négociations sur le système multilatéral de négociation d'Euronext Growth Paris sur la même ligne de cotation que les actions existantes, à compter de leur émission, sous le code ISIN FR0010776617.

3. INCIDENCE THÉORIQUE DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSERVÉE À LA RÉGION RÉUNION SUR LA SITUATION DES TITULAIRES DE TITRES DE CAPITAL

3.1. Incidence théorique de l'Augmentation de Capital Réservee à la Région Réunion sur la quote-part des capitaux propres

A titre indicatif, l'incidence théorique de l'émission des actions nouvelles issues de l'Augmentation de Capital Réservee à la Région Réunion sur la quote-part des capitaux propres de la Société (*calculs effectués (i) sur la base des capitaux propres, tels qu'ils ressortent des comptes sociaux de la Société au 31 décembre 2024 et (ii) d'un capital divisé en 5.448.017 actions, composant le capital social de la Société au 28 mars 2025*) est la suivante :

	Quote-part des capitaux propres sociaux de la Société par action (en euros)
Avant la réalisation de l'Augmentation de Capital Réservee à la Région Réunion	6,42 € €
Après la réalisation de l'Augmentation de Capital Réservee à la Région Réunion	6,56 € €

3.2. Incidence théorique de l'Augmentation de Capital Réservee à la Région Réunion sur la situation de l'actionnaire

A titre indicatif, l'incidence théorique de l'émission des actions nouvelles issues de l'Augmentation de Capital Réservee à la Région Réunion (sans prendre en compte les frais liés à l'Augmentation de Capital Réservee à la Région Réunion) sur la participation au capital d'un actionnaire détenant 1% du capital de la Société avant l'Augmentation de Capital Réservee à la Région Réunion (*calculs effectués sur la base d'un capital divisé en 5.448.017 actions, composant le capital social de la Société au 28 mars 2025*) est la suivante :

	Participation de l'actionnaire (en %)
Avant la réalisation de l'Augmentation de Capital Réservee à la Région Réunion	1,00%
Après la réalisation de l'Augmentation de Capital Réservee à la Région Réunion	0,89%

* * * * *

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, le présent Rapport est tenu à la disposition des actionnaires au siège social de la Société et sera porté directement à la connaissance des actionnaires lors de la prochaine assemblée générale.

TABLEAU DES RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature des Indications	2025	2024	2023	2022	2021
I – Capital en fin d'exercice (en M€)					
Capital	4,9	4,4	2,8	2,8	2,8
Nombre des actions ordinaires existantes	6 095 685	5 448 017	3 498 598	3 498 598	3 498 598
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer					
- Par conversion d'obligations					
- Par exercice de droits de souscription					
II – Opérations et Résultats de l'exercice (en M€)					
Chiffres d'affaires hors taxes	71,6	76,3	87,3	92,1	80,4
Résultats avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	1,5	-11,7	-15,1	-1,2	3,5
Impôts sur les bénéfices	1,2	1,9	2,3	2,1	2,6
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0,9	0,0
Résultats après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	19,3	-3,4	-15,4	-15,7	-2,9
Résultat distribué	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
III – Résultat par action (en €)					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant amortissements et provisions	0,45	-1,81	-3,64	0,01	1,73
Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	2,8	-0,62	-4,40	-4,49	-0,83
Dividende attribué par action	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IV – Personnel (en M€)					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	214	225	231	213	217
Montant de la masse salariale de l'exercice	14,5	14,9	14,6	13,6	12,3
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales ...)	2,7	2,5	3,2	2,7	3,0



CHAPITRE 2

COMPTES CONSOLIDES

CHAPITRE 2

SOMMAIRE

COMPTES CONSOLIDES

Etat du résultat global.....	25
Etat de la situation financière	26
Tableau des flux de trésorerie consolidés.....	27
Tableau de variation des capitaux propres consolidés	28
Notes aux états financiers consolidés	29
1.Résumé des principales méthodes comptables	29
2.Notes relatives au compte de résultat	34
3.Notes relatives au bilan et au tableau des flux	36
4.Autres informations	42



ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025

En milliers d'€	Note	2025	2024
Chiffre d'affaires	2.1	93 901	102 689
Production stockée		4 204	-267
Autres produits de l'activité		1 798	1 252
Production		99 904	103 674
Achats consommés		-27 029	-31 271
Autres achats et charges externes	2.2	-20 904	-21 880
Charges de personnel (y.c. participation des salariés)	2.3	-33 729	-34 034
Impôts et taxes		-6 365	-7 156
Autres produits et charges d'exploitation	2.2	-2 824	-1 353
EBITDA*		9 052	7 980
Dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs		-30 229	-7 121
Résultat opérationnel courant		-21 176	859
Autres charges / produits opérationnels	2.6	-781	-1 286
Résultat opérationnel		-21 957	-426
Coût de l'endettement financier net		-2 121	-2 488
Autres produits et charges financiers		-591	487
Résultat financier	2.4	-2 713	-2 001
Résultat net des activités abandonnées		0	0
Résultat avant impôts sur les bénéfices		-24 670	-2 428
Impôts sur les résultats	2.5	6 320	1 921
Quote- part dans le résultat des entreprises associées		87	-369
Résultat net de l'ensemble consolidé		-18 262	-876
Revenant :			
Aux actionnaires de la société mère		-18 262	-876
Aux participations ne donnant pas le contrôle		0	0
Résultat par action	4.2	-3,07	-0,18
Résultat dilué par action	4.2	-3,07	-0,18
Nombre moyen d'actions ordinaires	4.2	5 943 084	4 878 105
Nombre dilué moyen d'actions ordinaires	4.2	5 943 084	4 878 105
ETAT DU RESULTAT GLOBAL			
Résultat net de l'exercice		-18 262	-876
Ecart de conversion		-87	-4
Autres variations		180	233
Effet d'impôt sur les autres éléments du résultat global		0	
Autres éléments du résultat global de la période après impôts		93	229
Résultat global total de la période		-18 169	-646
Revenant :			
Aux actionnaires de la société mère		-18 169	-646
Aux participations ne donnant pas le contrôle		0	0

- Les notes 1 à 5 font partie intégrante des états financiers consolidés.
- ¹ EBITDA : résultat opérationnel avant dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs.

ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025

En milliers d'€	Note	2025	2024
Immobilisations corporelles	3.1	57 385	79 808
Goodwills		0	0
Immobilisations incorporelles	3.2	347	430
Participation dans des entreprises associées		0	0
Actifs financiers créances clients et autres créances		1 574	1 301
Impôts différés	3.12	0	0
Instruments financiers dérivés		0	0
Total actif non courant		59 305	81 538
Stocks	3.3	20 014	15 758
Créances clients et comptes rattachés	3.4	12 266	22 608
Autres créances	3.5	4 093	4 570
Etat - impôts sur les bénéfices à recevoir		54	98
Instruments financiers dérivés		0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.6	4 640	4 691
Total actif courant		41 068	47 725
Actifs non courants détenus en vue de la vente		0	2 002
Total actif		100 373	131 265
Capital social		4 877	4 358
Ecart de conversion		-409	-322
Résultats non distribués		20 192	33 792
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère		24 659	37 829
Participations ne donnant pas le contrôle		1	1
Total capitaux propres		24 660	37 829
Emprunts et dettes financières	3.7	32 170	41 872
Instruments financiers dérivés		0	0
Impôts différés	3.12	6 548	13 065
Provisions pour engagement de retraite	3.1	1 156	1 228
Provisions pour autres passifs	3.11	826	1 230
Autres dettes non courantes	3.8	999	1 116
Total passif non courant		41 699	58 511
Emprunts et dettes financières	3.7	9 653	3 718
Autres dettes financières	3.9	1 560	0
Provisions pour autres passifs	3.11	846	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		12 152	16 691
Etat-impôts sur les bénéfices à payer		183	166
Autres dettes d'exploitation	3.8	9 619	13 117
Total passif courant		34 014	33 691
Passif non courants détenus en vue de la vente		0	1 234
Total passif		100 373	131 265

- Les notes 1 à 5 font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

1er janvier 2025 au 31 décembre 2025

En milliers d'€	Note	2025	2024
Résultat net avant impôt sur les bénéfices		-24 670	-2 428
Dotations nettes aux amortissements et provisions		30 688	-5 219
Gains et pertes liés aux variations de juste valeur		0	0
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés		0	0
Plus et moins values de cession		184	10 297
Autres variations sans incidences sur la trésorerie		-853	-2 139
Neutralisation d'abandon de créances		0	1 923
Impôts versés		-199	1 429
Capacité d'autofinancement		5 150	3 864
Incidence de la variation BFR		365	-7 139
Coût de l'endettement financier	2.4	2 825	3 239
Flux net de trésorerie généré par l'activité		8 341	-36
Acquisition immos corporelles	3.1	-7 271	-6 794
Acquisition immos incorporelles	3.2	-14	0
Acquisition immos financières			0
Cession d'immos corp et incorp		2 058	8 420
Tréso.nette /acquisitions & cessions de filiales / variation de périmètre			0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-5 227	1 625
Augmentation de capital		5 000	15 050
Dividendes versés /reçus			0
Dividendes versés aux minoritaires			0
Apport investisseurs		-188	-1 001
Encaissements provenant d'emprunts	3.7	0	1 923
Variation des autres dettes financières	3.7	-353	0
Remboursement d'emprunts	3.7	-4 559	-9 488
Abandon de créances à caractère financier		0	-1 923
Intérêts financiers nets versés		-3 064	-3 259
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-3 164	1 301
Incidences des variations de taux de change		0	0
VARIATION DE TRESORERIE		-51	2 890
Trésorerie à l'ouverture		4 691	1 800
Trésorerie à la clôture		4 640	4 691

- Les notes 1 à 5 font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En milliers d'€	Note	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère				Participations	Total
		Capital social	Autres Réserves	Ecart de conversions	Résultats non distribués	ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Au 1er janvier 2024		2 799	6 762	-318	14 182	3	23 425
Ecart de conversion		0	0	-4	0	0	-4
Gains et pertes actuariels		0	0	0	233	0	233
Total des produits / charges comptabilisés directement en capitaux propres		0	0	-4	233	0	229
Résultat net		0	0	0	-876	0	-875
Total des produits comptabilisés		0	0	-4	-642	0	-646
Autres variations		0	0	0	0	0	0
Variation liée IFRS 16		0	0	0	0	0	0
Effet des options de souscriptions		0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital		1 560	13 490	0	0	0	15 050
Dividendes versés		0	0	0	0	0	0
Au 31 décembre 2024		4 358	20 252	-322	13 540	3	37 829
Au 1^{er} janvier 2025		4 358	20 252	-322	13 540	3	37 829
Ecart de conversion		0	0	-87	0	0	-87
Gains et pertes actuariels		0	0	0	180	0	180
Total des produits / charges comptabilisés directement en capitaux propres		0	0	-87	180	0	93
Résultat net		0	0	0	-18 262	0	-18 262
Total des produits comptabilisés		0	0	-87	-18 082	0	-18 169
Autres variations		0	0	0	0	0	0
Variation liée IFRS 16		0	0	0	0	0	0
Effet des options de souscriptions		0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital		519	4 481	0	0	0	5 000
Dividendes versés		0	0	0	0	0	0
Au 31 décembre 2025		4 878	24 733	-410	-4 542	3	24 660

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Dans l'ensemble des états financiers et annexes, les montants sont indiqués en milliers d'euros (K€) et les différences de ± 1 K€ sont dues aux arrondis.

Les états financiers consolidés comprennent la société Sapmer et ses filiales, l'ensemble étant désigné comme « le Groupe ».

Sapmer est domiciliée à La Réunion et son siège social est sis Darse de pêche 97 420 Le Port.

Sapmer est l'opérateur historique de la grande pêche dans les eaux des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) au départ de l'île de la Réunion. Créée en 1947, Sapmer opère au 31 décembre 2025 une flotte de 8 navires de pêche : quatre palangriers congélateurs pour la pêche à la légine, un chalutier caseyeur congélateur pour la pêche à la langouste et trois thoniers sennieurs surgélateurs (surgélation à bord à -40°C) pour la pêche au thon (Albacore et Listao) dans l'océan Indien.

La norme IFRS16 est appliquée pour les contrats de location de nos chambres froides et bureaux de la Réunion et pour tous les matériels en location longue durée d'une valeur supérieure à 5 K€.

La location d'un entrepôt et de nos bureaux des Seychelles et de Maurice a également été retraitée selon la norme IFRS16.

Ces états financiers ont été arrêtés le 27 avril 2026 par le conseil d'administration.

1. RESUME DES PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables employées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

1.1. BASE DE PRÉPARATION

Principes comptables

Les états financiers consolidés sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union européenne et les normes IFRS telles que publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2025.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des navires pour lesquels la valeur comptable a été remise à sa « juste valeur » au 1^{er} janvier 2007.

La comptabilisation du chiffre d'affaires est constatée lors du transfert du bien au client conformément à la norme IFRS 15.

La préparation des états financiers en conformité avec le référentiel IFRS suppose l'utilisation de jugements et d'estimations comptables significatifs. Il suppose que la direction établit des estimations et des hypothèses concernant les procédures d'application de méthodes comptables du groupe. Les domaines impliquant un degré plus élevé de jugement et de complexité, ou les domaines où les hypothèses et estimations sont significatives par rapport aux comptes consolidés sont décrits dans la note 1.18.

1.2. EVOLUTION DES NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRÉTATIONS

Normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire en 2025.

Les nouveaux textes IFRS pour International Financial Reporting Standards d'application obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2025 n'ont pas d'impact sur la présentation des comptes du Groupe.

Le Groupe n'a pas choisi d'appliquer par anticipation des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2025.

Les incidences post-clôture seront décrites dans la note 4.3.

1.3. CONSOLIDATION

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe, directement ou indirectement, contrôle plus de la moitié des droits de vote ou a le pouvoir d'exercer le contrôle sur les opérations, sont consolidées par intégration globale. Sont ainsi incluses dans le périmètre de consolidation toutes les sociétés dont la société Sapmer détient directement ou indirectement 20% des droits de vote au 31 décembre 2025.

Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles ne sont plus consolidées à partir de la date où le contrôle cesse. La méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser l'achat de sociétés par le Groupe.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées, notamment les créances, dettes, produits et charges entre les sociétés du Groupe ainsi que les profits internes inclus dans les stocks et les plus ou moins-values réalisées sur des opérations de cession d'immobilisations entre des sociétés du Groupe.

La liste des sociétés du Groupe figure en note 5. La date de clôture annuelle des états financiers individuels est le 31 décembre ou 30 juin.

1.4. MODALITÉS DE CONSOLIDATION

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Méthodes de consolidation

La méthode utilisée est l'intégration globale. Pour la filiale sous contrôle conjoint, la méthode de mise en équivalence est utilisée.

Méthode de conversion

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des sociétés du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (« la monnaie fonctionnelle »).

Les états financiers consolidés sont présentés en euros, qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation de la société.

Les comptes des sociétés étrangères, dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro, sont convertis selon les principes suivants :

- Les postes de bilan sont convertis au taux de clôture à l'exception des capitaux propres pour lesquels sont appliqués les cours historiques ;
- Les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de l'exercice ;
- Les différences de conversion sont portées directement dans les capitaux propres dans la rubrique « Ecart de conversion ».

Les écarts d'acquisition d'une société étrangère sont convertis au taux de clôture.

Les opérations en monnaie étrangère sont comptabilisées au taux de change de la date d'opération.

Les gains ou les pertes résultant du règlement de ces transactions et de la conversion des créances et dettes commerciales en monnaie étrangère au taux en vigueur à la date de clôture, sont appréhendés dans le compte de résultat sur la ligne « EBITDA ».

Les gains et pertes résultant de la conversion des opérations financières sont quant à eux sur la ligne « résultat financier ».

Les cours utilisés sont indiqués dans le tableau ci-après :

	Cours au 31/12/2025	Cours moyen de l'exercice
Roupie mauricienne (MUR)	55.0316	52.7407
Dollar US (USD)	1.1750	1.1300

Les différences de change ayant trait à un élément monétaire qui fait en substance partie intégrante de l'investissement net d'une entreprise dans une entreprise étrangère consolidée sont inscrites dans les capitaux propres consolidés, nettes d'effet d'impôt sur le résultat si applicable, jusqu'à la cession ou à la liquidation de cet investissement net.

Au 31 décembre 2025, le Groupe a pour monnaie fonctionnelle l'euro ; un écart de conversion de -409 K€ a été comptabilisé dans ses comptes. Cet écart de conversion est généré par la mise en équivalence d'une des entités du périmètre du Groupe dont la monnaie fonctionnelle est la roupie mauricienne.

Ecart d'acquisition :

Si le prix d'acquisition d'une entreprise diffère de la quote-part de capitaux propres correspondant, l'écart de première consolidation est analysé et ventilé dans les postes du bilan appropriés.

L'écart entre la valeur des titres acquis et la juste valeur de la quote-part d'actif net identifié à la date de prise de participation est porté à l'actif du bilan sous la rubrique « écart d'acquisition ».

Pour déterminer la juste valeur des UGT, le Groupe définit l'ensemble des flux de trésorerie futurs actualisés sur une période de sept ans pour chacune des UGT, sur la base d'hypothèses économiques, d'activités et de résultats considérés par la direction générale du Groupe comme les plus probables.

Les flux de trésorerie futurs attendus utilisés sont déterminés sur la base des business plans du Groupe établis sur sept ans. Ces flux sont actualisés à un taux apprécié sur la base du coût moyen pondéré du capital déterminé pour le Groupe. Des analyses sont ensuite menées afin de déterminer la sensibilité des valeurs obtenues à la variation d'une ou plusieurs hypothèses du business plan : la direction a considéré que la persistance des prix bas du thon brut constituait une apparition d'indices de perte de valeur des UGT et a passé en conséquence une dépréciation comptable exceptionnelle de ses thoniers.

1.5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont été évaluées à leur coût d'acquisition ou d'apport. Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les logiciels et les permis de mise en exploitation de navires.

Le Groupe apprécie si la durée d'utilité d'une immobilisation incorporelle est définie ou indéfinie. Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie définie sont amorties sur leur durée d'utilité économique et sont soumises à un test de dépréciation chaque fois qu'il existe une indication de dépréciation de l'immobilisation incorporelle. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité définie sont réexaminés au moins à la clôture de chaque exercice.

La durée d'amortissement des principales immobilisations incorporelles est :

- Logiciel : 3 ans à 5 ans ;
- Permis de mise en exploitation : 22 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles (hors navires) sont inscrites à leur coût d'acquisition (ou de production interne) diminué du cumul des amortissements et pertes de valeur.

Les navires au bilan du Groupe au 1^{er} janvier 2007 ont fait l'objet d'une évaluation à leur juste valeur à cette date.

Les navires sont décomposés en 4 à 6 composants suivant le type de navires (et activités), y compris l'élément « grosse réparation ». Chaque composant ayant sa durée d'utilité propre, toutefois le composant le plus significatif « structure » représente de 75 à 85% de la valeur du navire.

Les durées d'utilité des bateaux sont déterminées en fonction de l'utilisation probable que la société fera desdits navires pour poursuivre leur exploitation actuelle, dans un contexte similaire, sous réserve que cette durée ne dépasse pas la durée de vie restante du navire (dans l'activité actuelle).

Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens généralement admis dans la profession en tenant compte d'une valeur résiduelle et calculés selon le mode linéaire, soit généralement :

- Agencements et aménagements : 3 à 12 ans
- Matériel Bureau & Informatiques : 3 à 5 ans
- Mobilier : 3 à 5 ans
- Matériel de transport : 3 à 5 ans
- Navires : structure : 15 à 25 ans
- Navires : grosse réparation : 2,5 à 5 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs sont revues et le cas échéant ajustées à chaque clôture. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, la valeur comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour la ramener à sa valeur recouvrable lorsque la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

La persistance d'un prix moyen du thon bas a conduit la direction à réviser le business plan du Groupe pour l'activité thonière. L'estimation de la valeur d'utilité des trois thoniers français a en conséquence entraîné la constatation d'une dépréciation de 19 M€ ;

Une dépréciation de 1,7 M€ a été également constatée pour le chalutier-caseyeur.

La vente des bureaux mauriciens de Moka signée fin 2024 a trouvé son issue au 1^{er} trimestre 2025. La moins-value de 0,1M€ a été compensée par la reprise de dépréciation comptabilisée en 2024.

Contrat de location financement ou location simple

Les contrats de location financement immobiliers et mobiliers, où le Groupe assume la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué, sont comptabilisés au bilan au début de la période de location à la juste valeur du bien loué, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Chaque redevance est partagée entre une dette financière et une charge financière, afin d'obtenir un taux d'intérêt constant. La charge financière est comptabilisée dans le compte de résultat sur la période du contrat. Les constructions, les aménagements et équipements acquis lors d'un contrat de location financement sont amortis sur la période la plus courte entre la durée de vie estimée de l'actif et le contrat de location, sauf dans les cas où il existe une assurance raisonnable que le loueur obtienne la propriété du bien à la fin du contrat de location financement, auquel cas, l'amortissement est alors calculé sur la durée d'utilisation dudit bien.

Les contrats de location, en vertu desquels une partie importante des risques et avantages inhérents à la propriété est conservée par le bailleur, sont classés en contrat de location simple.

Les paiements au titre des contrats de location simples (nets des avantages obtenus du bailleur) sont comptabilisés en charge au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location. Quand un contrat de location simple se termine avant l'expiration de la période de location, les pénalités de sortie sont comptabilisées en charges de la période où le contrat se termine.

IFRS 16

Quatre contrats sont retraités dans les états financiers du Groupe :

- Une AOT, Autorisation d'Occupation Temporaire, pour nos bureaux et chambres froides de la Réunion ;
- Les contrats de location de longue durée pour du matériel de manutention et automobile d'une valeur >à 5 K€ ;
- Le contrat de location de notre entrepôt et bureau aux Seychelles ;
- Le contrat de location de notre bureau à Moka, à l'île Maurice.

1.6. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES, PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISÉS, VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, augmenté le cas échéant des frais d'acquisition. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence, lorsqu'elle est considérée comme durable. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte de l'un ou plusieurs des éléments suivants : quote-part de capitaux propres, comparables, plus-value potentielle sur éléments du patrimoine, perspectives de rentabilité mesurées à partir des flux de trésorerie futurs actualisés.

L'approvisionnement de l'usine de transformation de thon gérée dans notre filiale mauricienne MDM, a été fortement impacté durant l'exercice 2023 par les difficultés rencontrées pour obtenir des quotas et des licences de pêches pour nos trois thoniers mauriciens qui constituait la moitié de notre flotte thonière. Les résultats très dégradés ont amené la Direction à initier la cession de l'usine. Le retrait de l'acquéreur pressenti des titres de MDM a entraîné la fermeture de l'usine et la société est en cours de liquidation.

1.7. STOCKS

Les stocks d'approvisionnement sont valorisés selon la méthode du FIFO (First In First Out), puisque plus sensibles aux variations de prix en particulier pour les stocks d'appâts et de gasoil.

Les stocks de produits pêchés, produits finis et encours de production sont valorisés à partir du coût de production de l'année fiscale conformément à la norme IAS 2.

Une provision pour dépréciation a été constituée :

- chaque fois que la valeur de réalisation ou le cours du jour était inférieur à la valeur d'inventaire, d'une part ;
- en fonction de la rotation des différentes catégories d'articles, d'autre part.

1.8. CRÉANCES

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

1.9. IMPÔTS DIFFÉRÉS ET COURANTS

Quand la base fiscale est différente de la base comptable, il convient de constater en consolidation un impôt différé actif ou passif.

La base fiscale fait référence aux valeurs inscrites dans les liasses de consolidation et déclarations fiscales individuelles.

La charge d'impôt est ajustée en conséquence de la manière suivante :

- quand le retraitement majore le résultat ou les réserves, il convient de constater un impôt différé passif qui vient en diminution de ce résultat ou ces réserves,
- quand le retraitement minore le résultat ou les réserves, il convient de constater un impôt différé actif qui vient en augmentation de ce résultat ou de ces réserves.

Par ailleurs, la méthode de l'impôt différé fait référence à la notion de décalage temporaire :

- si l'ajustement en consolidation de l'impôt se traduit par une minoration d'impôt sur l'année N, il faudra constater à l'issue du décalage temporaire l'inverse, c'est-à-dire une majoration d'impôt ;
- si l'ajustement en consolidation de l'impôt se traduit par une majoration d'impôt sur l'année N, il faudra constater à l'issue du décalage temporaire l'inverse, c'est-à-dire une minoration d'impôt.

Enfin, pour ne pas fausser l'image donnée par les comptes consolidés, l'incidence des écritures passées pour la seule application des législations fiscales du pays où se situe l'entreprise consolidée est éliminée.

Le taux d'imposition retenu pour le calcul des impôts différés relatifs aux sociétés françaises du Groupe est, pour l'exercice clos en 2025 de 25,83 %.

Les impôts différés actifs sont constatés s'il existe une forte probabilité d'imputation des charges fiscales sur des résultats fiscaux positifs futurs.

Les impôts courants sont déterminés sur la base de taux d'impôts (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture dans les pays où le Groupe est présent et génère du résultat imposable.

1.10. TRÉSORERIE NETTE

Pour le bilan, le poste Trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les disponibilités bancaires et les valeurs mobilières de placement (avec des maturités inférieures à 3 mois ou libérables à tout moment).

Les découverts bancaires figurent au passif courant dans les « emprunts ».

1.11. CAPITAL

Les actions ordinaires sont classées en capitaux propres.

Les charges externes directement connectées à une émission d'actions nouvelles, autres que pour un rachat, nettes de taxes, viennent en moins de la prime d'émission.

Lorsque la société ou ses filiales achètent ses propres actions, le prix payé incluant les coûts afférents nets de taxes est déduit des capitaux propres jusqu'à leur cession.

Au moment de leur cession, la plus ou moins-value réalisée est comptabilisée en capitaux propres.

1.12. PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

L'incidence des provisions réglementées, notamment les amortissements dérogatoires et provision pour hausse des prix, a été éliminée.

Le retraitement correspondant a consisté en l'élimination du résultat des sociétés consolidées, des dotations et reprises comptabilisées au cours de l'exercice, et en la réintégration du solde d'ouverture dans le poste « réserves consolidées ».

1.13. DETTES FINANCIÈRES

Les dettes financières sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, nettes des coûts de transaction encourus. Elles sont ensuite maintenues à leur coût amorti.

Les dettes financières sont classées en passif courant sauf si le Groupe a un droit inconditionnel de différer le remboursement sur une période supérieure à douze mois après la date de clôture annuelle.

Le Groupe définit son indicateur de « Dette financière nette » en incluant les emprunts bancaires, les découverts et la trésorerie. La dette courante relative à la mobilisation de créance n'est pas considérée par le Groupe dans sa communication financière comme faisant partie de la « Dette financière nette », du fait que cette dette n'est pas associée à une obligation de remboursement de la part du Groupe (elle sera apurée par le paiement par les clients du Groupe directement au factor).

La société et ses filiales ont contracté divers emprunts et lignes de crédit. Ces emprunts et lignes de crédit sont garantis par des sûretés sur les actifs financés et/ou par des ratios financiers, déterminés au niveau local ou consolidé.

Un emprunt de 17 M€ a été contracté en 2012, les covenants suivants ont été définis :

- Le ratio Dette nette consolidée sur les Capitaux Propres consolidés doit être inférieur à 2 jusqu'à fin 2014 puis 1,5 jusqu'à la fin du crédit ;
- Le ratio Dette nette consolidée sur l'EBITDA consolidé doit être inférieur à 4,5 sur 2012, 3,5 sur 2013 et inférieur à 3 par la suite.

Le non-respect d'un ou de ces deux ratios n'entraînent pas d'exigibilité anticipée.

Ces objectifs sur ratios n'ont été que partiellement respectés en 2025

Le Groupe a également obtenu un gel du remboursement en capital pour les prêts court termes jusqu'à fin 2024 et pour les prêts moyens et long terme jusqu'à fin 2025.

1.14. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges se rapportent principalement à des provisions pour litiges et autres risques. Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation.

La direction base ses jugements sur les circonstances relatives à chaque événement et compte tenu des informations disponibles. Cependant, étant donné les difficultés à estimer certains engagements dans ces domaines (notamment sociaux, environnementaux et commerciaux), on ne saurait exclure que les coûts dépasseront finalement les montants provisionnés.

1.15. AVANTAGE AU PERSONNEL

Engagement de retraite

Les obligations des sociétés du Groupe liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ à la retraite ont été évaluées à la date du 31 décembre 2024 selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière.

Les paramètres retenus tiennent compte :

- D'une hypothèse d'âge de départ à la retraite,
- D'un taux prévisionnel de progression annuelle des salaires,
- De l'ancienneté du personnel,
- De la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite, dans chacun des pays concernés,

- Et d'un taux d'actualisation correspondant à la rentabilité des placements à long terme.

Participation/ intéressement et primes attribuées aux salariés

Le Groupe reconnaît une dette et une charge de personnel pour primes/ intéressement et participation suivant des formules de calculs tenant compte du résultat des sociétés concernées. Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il y a une obligation contractuelle ou si, du fait d'une pratique passée, il existe une obligation implicite.

1.16. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET COMPTABILITÉ DE COUVERTURE

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats à terme de devises étrangères pour se couvrir des risques associés aux fluctuations des taux de change. Ces instruments financiers sont évalués en fonction du marché (« Mark to Market ») à chaque arrêté comptable, à leur juste valeur.

1.17. MODALITÉS DE CALCUL DU RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net par action (dilué) est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice ajusté de l'impact de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.

Le 28 mars 2025, 647 688 actions ont été émises dans le cadre de l'augmentation de capital réservée. Conformément à IAS 33, le calcul du résultat net par action a intégré une pondération dans le temps des variations du nombre d'actions

Le Groupe ne dispose plus au 31 décembre d'instruments dilutifs.

1.18. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

L'exercice 2025 a été marqué par une évolution défavorable du cadre réglementaire applicable à la pêche légitime, caractérisée par une réduction des quotas et une modification des règles d'allocation, ayant entraîné une diminution significative des quotas alloués aux navires du Groupe.

Ces éléments ont conduit le Groupe à engager des mesures d'adaptation opérationnelle et sociale.

1.19. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS COMPTABLES SIGNIFICATIFS

Jugements

Lors de l'application des méthodes comptables du Groupe décrites ci-dessus, la direction a réalisé les jugements suivants qui ont un impact significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers (à l'exclusion de ceux impliquant des estimations, lesquels sont présentés dans les paragraphes ci-dessous).

Provision pour autres passifs

La direction base ses jugements sur les circonstances relatives à chaque événement et compte tenu des informations disponibles. Cependant, étant donné les difficultés à estimer certains engagements dans ces domaines (notamment sociaux, environnementaux et commerciaux), on ne saurait exclure que les coûts dépasseront finalement les montants provisionnés.

Utilisation d'estimations

Le Groupe établit des estimations et des hypothèses relatives à l'avenir. La valeur recouvrable des actifs a été déterminée selon une approche multicritère, incluant notamment des analyses de flux de trésorerie actualisés et des comparables de marché.

Les estimations et les hypothèses qui présentent un risque d'entraîner un ajustement de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours des exercices suivants sont principalement les prévisions de prix de vente du poisson concernant l'activité thonière. En effet, la baisse durable du prix moyen du thon brut a été identifiée comme un indicateur de perte de valeur des unités génératrices de trésorerie (UGT) liées à l'activité thonière. En conséquence, une dépréciation exceptionnelle des thoniers a été comptabilisée.

Au 31 décembre 2025, la capitalisation boursière du Groupe s'élève à 35,05 M€ (cours de 5,75 € par action), soit un montant supérieur aux capitaux propres consolidés à la même date (24,7 M€).

Continuité d'exploitation

Les états financiers ont été établis sur la base du principe de continuité d'exploitation. La direction considère que les fondamentaux du Groupe demeurent solides :

- progression soutenue des prix de vente de la légine,
- réduction significative des coûts,
- baisse historique de l'endettement net.

Par ailleurs, dans un contexte de hausse exceptionnelle du prix du gasoil, qui constitue l'un de ses principaux postes de coût après la masse salariale sur l'activité thonière, le Groupe a obtenu, de la part de ses partenaires bancaires, un accord lui conférant une flexibilité sur le remboursement de ses dettes.

Ces éléments confortent la direction dans sa capacité à assurer la continuité d'exploitation sur les douze prochains mois.

1.20. INFORMATION SECTORIELLE

La présentation sectorielle est fondée sur les systèmes de reporting internes du Groupe et est organisée en deux segments :

- L'activité « Pêcherie » qui comprend les ventes de langoustes et autres poissons pêchés par le chalutier caseyeur, légines et autres poissons pêchés par les palangriers, et thons bruts (thons pêchés et non valorisés),
- L'activité « Valorisation » qui comprend les ventes de produits valorisés issus de ses trois pêcheries (longes, steaks, produits appertisés ...) à travers notre comptoir de vente.

1.21. ACTIFS NON COURANTS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

Conformément aux dispositions d'IFRS 5, les actifs non courants (ou groupe d'actifs), et les passifs y afférents sont classés comme « détenus en vue de la vente » lorsque leur valeur comptable sera principalement recouvrée par le biais d'une transaction de vente plutôt que par leur utilisation continue.

Ce classement implique que les actifs (ou le groupe d'actifs) destinés à être cédés soient disponibles en vue de leur vente immédiate, en leur état actuel, et que la vente soit hautement probable.

Le caractère hautement probable de la vente est apprécié en fonction des critères suivants : la direction s'est engagée dans un plan de cession des actifs (ou du groupe d'actifs) et un programme pour trouver un acheteur et finaliser le

plan. De plus, les actifs doivent être activement commercialisés en vue de la vente à un prix raisonnable par rapport à sa juste valeur. La vente des actifs (ou du groupe d'actifs) est supposée intervenir dans le délai d'un an à compter de sa classification en actifs détenus en vue de la vente.

Les actifs non courants (ou groupe d'actifs) destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente sont évalués à la valeur comptable antérieure des actifs ou à leur juste valeur minorée des coûts de cession si celle-ci est inférieure.

2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

2.1. PRODUCTION

Le chiffre d'affaires comprend la vente des produits pêchés et transformés.

Au cours de l'exercice 2025, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 93,9 M€ en baisse de 8,6 % par rapport à 2024.

Le Groupe Sapmer a réalisé 58% de son chiffre d'affaires en Asie et 20% dans l'océan Indien hors Réunion. La Réunion représente 6% du chiffre d'affaires.

En milliers d'€	2025	2024	Variation en %
Activité pêche	89 540	98 265	-9%
Valorisation	4 361	4 424	-1%
Total chiffre d'affaires	93 901	102 689	-8,56%

2.2. AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

En milliers d'€	2025	2024	Variation en %
Transport sur ventes	-2 730	-3 422	-20,22%
Locations	-1 535	-1 169	31,35%
Primes d'assurance	-1 684	-1 600	5,24%
Autres achats et charges externes	-12 932	-13 814	-6,39%
Déplacements et missions	-2 023	-1 875	7,88%
Total Autres achats et charges externes	-20 904	-21 880	-4,46%

Les autres produits et charges d'exploitation sont constitués des licences pour la pêche thonière et les pertes et gains de change sur nos opérations commerciales.

2.3. CHARGES DE PERSONNEL

L'effectif équivalent temps plein de l'exercice 2025 est de 327 contre 349 en 2024.

Cet effectif comprend uniquement ceux des entreprises intégrées globalement.

En milliers d'€	2025	2024	Variation en %
Salaires bruts	-27 044	-27 301	-0,94%
Manning et intérimaires	-2 998	-3 040	-1,38%
Charges sociales	-2 895	-2 964	-2,35%
Provision engagement de retraite	-171	-191	-10,55%
Autres charges du personnel	-622	-538	15,64%
Charges de personnel	-33 729	-34 034	-0,90%

2.4. RÉSULTAT FINANCIER

En milliers d'€	2025	2024	Variation en %
Produits des placements financiers	0	2	-100,00%
Charges d'intérêts	-2 121	-2 491	-14,83%
Coût de l'endettement financier net	-2 121	-2 488	-14,76%
Variation des provisions financières	0	-60	-100,00%
Autres charges et produits financiers	-617	736	-183,80%
Autres charges et produits financiers liés à IFRS 16	0	0	
Résultat de change	26	-189	113,49%
Résultat financier	-2 713	-2 001	35,54%

* L'obligation locative a été déterminée sur la base de contrats de loyer en USD. Ce passif monétaire est réestimé à chaque clôture et un écart de change est constaté.

2.5. RATIONALISATION DE LA CHARGE D'IMPÔT

En milliers d'€	2025	2024
Courants	-260	-116
Différés (Note 3.12)	6 580	2 037
Total	6 320	1 921

Les différences constatées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 entre le taux d'imposition théorique de droit commun en vigueur en France, retenu pour l'établissement des comptes consolidés, et le taux effectif constaté sur l'exercice sont les suivantes :

En milliers d'€	2025	2024
Résultat consolidé avant impôts	-24 670	-2 428
<i>Charges fiscales théoriques (25,83%)</i>	6 372	607
<i>Impact sur l'impôt</i>		
<i>Incidences des différences permanentes</i>	-1 290	-1 745
<i>Incidences des différences temporaires</i>	-3 099	-54
<i>Activation déficit</i>	1 607	1 308
<i>Incidence des différences de taux d'imposition</i>	0	199
<i>Crédit d'impôts</i>	0	69
<i>Effet des différences entre taux locaux et le taux en vigueur en France</i>	1 062	340
<i>Autres</i>	1 667	1 197
Charge d'impôt inscrite au compte de résultat ensemble des activités	6 320	1 921
<i>Impact de l'activité cédée sur l'impôt différé</i>	0	0
Charge d'impôt inscrite au compte de résultat activités poursuivies	6 320	1 921

2.6. AUTRES CHARGES/PRODUITS OPERATIONNELS

En milliers d'€	2025	2024
Restructuration Groupe - Honoraires	-128	-768
Restructuration Groupe- Plan de départ volontaire et licenciements	-708	22
Coûts de cession d'un actif destiné à être vendu	0	-397
Moins value de sortie d'actifs	-89	0
Dépréciation des actifs destinés à être vendu	143	-143
Total autres charges/produits opérationnels	-781	-1 286

3. NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU TABLEAU DES FLUX

3.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En milliers d'€	Immobilisations en cours	Terrains et Constructions	Navires et révisions	Autres immobilisations corporelles	Total
Au 1er janvier 2024					
Valeur nette à l'ouverture	1 514	3 175	73 964	1 626	80 279
Différences de change	0	0	0	0	0
Actifs non courants détenus en vue de la vente	0	-2 002	0	0	-2 002
Variations IFRS 16	0	0	0	0	0
Acquisitions / mise en service	1 236	32	5 306	221	6 795
Cessions /Diminution	-88	-7	-35 066	-72	-35 234
Apport des défiscaliseurs	0	0	-570	0	-570
Dépréciations / Amortissements	0	-549	4 322	-327	3 446
Autres variations (cessions et reclassements)	-1 016	-153	27 999	262	27 092
Valeur nette à la clôture	1 647	496	75 955	1 711	79 808
Valeur brute	1 647	7 393	147 907	3 458	160 405
Actifs non courants détenus en vue de la vente	0	-2 002	0	0	-2 002
Apport des défiscaliseurs	0	0	-570	0	-570
Dépréciation cumulée	0	-4 896	-71 382	-1 747	-78 026
Valeur nette comptable au 31 décembre 2024	1 647	496	75 955	1 711	79 808
Au 1er janvier 2025					
Valeur nette à l'ouverture	1 647	496	75 955	1 711	79 808
Différences de change	0	0	0	0	0
Actifs non courants détenus en vue de la vente	0	0	0	0	0
Variations IFRS 16	0	232	0	0	232
Acquisitions / mise en service	1 281	34	5 906	50	7 271
Cessions /Diminution	-54	-225	-210	-552	-1 041
Apport des défiscaliseurs	0	0	0	0	0
Dépréciations / Amortissements	0	-239	-29 426	-324	-29 989
Autres variations amortissements (cessions et reclassements)	-865	422	1 043	503	1 104
Valeur nette à la clôture	2 009	719	53 269	1 388	57 385
Valeur brute	2 009	5 432	152 773	3 258	163 473
Actifs non courants détenus en vue de la vente	0	0	0	0	0
Apport des défiscaliseurs	0	0	0	0	0
Dépréciation cumulée	0	-4 713	-99 505	-1 871	-106 088
Valeur nette comptable au 31 décembre 2025	2 009	719	53 269	1 388	57 385

3.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En milliers d'€	Permis de mise en exploitation	Autres immobilisation	Total
Au 1er janvier 2024			
Valeur nette à l'ouverture	500	35	534
Différences de change	0	0	0
Variation de périmètre	0	0	0
Acquisitions ou transfert	0	0	0
Cessions	0	-6	-6
Dépréciations / Amortissements	-88	-17	-105
Autres variations amortissements (cessions et reclassements)	0	6	6
Valeur nette à la clôture	412	18	430
Valeur brute	2 000	1 628	3 628
Amortissement cumulé	-1 588	-1 610	-3 198
Valeur nette comptable au 31 décembre 2024	412	18	430
Au 1er janvier 2025			
Valeur nette à l'ouverture	412	18	430
Différences de change	0	0	0
Variation de périmètre	0	0	0
Acquisitions ou transfert	0	14	14
Cessions	0	-5	-5
Dépréciations / Amortissements	-88	-8	-97
Autres variations amortissements (cessions et reclassements)	0	5	5
Valeur nette à la clôture	323	23	347
Valeur brute	2 000	1 637	3 637
Amortissement cumulé	-1 677	-1 614	-3 290
Valeur nette comptable au 31 décembre 2025	323	23	347

3.3. STOCKS

	2025	2024	Variation en %
Matière Première et autres approvisionnements	7 812	7 748	0,83%
Produits Intermédiaires et Finis	12 738	8 533	49,27%
Variation de périmètre	0	0	
Moins : provision pour dépréciation	-535	-523	2,43%
Variation de périmètre	0	0	
Total	20 014	15 758	27,01%

Evolution des provisions pour dépréciation – en milliers d'€	2025	2024
Valeur à l'ouverture	523	281
Augmentation	535	523
Diminution	-523	-281
Valeur à la clôture	535	523

3.4. CRÉANCES CLIENTS

En milliers d'€	2025	2024	Variation en %
Créances clients brutes	12 366	22 943	-46,10%
Variation de périmètre	0	0	
Moins : provision pour dépréciation	-100	-336	-70,17%
Total	12 266	22 608	-45,74%

3.5. AUTRES CRÉANCES

En milliers d'€	2025	2024
Avances et acomptes versés	798	1 247
Charges constatées d'avance	2 482	2 673
Autres créances d'exploitation	887	725
Variation de périmètre	0	0
Moins : provision pour dépréciation	-74	-74
Total	4 093	4 570

3.6. DISPONIBILITÉS/ TRÉSORERIE ET DETTE NETTE

En milliers d'€	2025	2024
Contrat capitalisation BRED	1 000	1 000
Solde bancaires	3 640	3 691
Disponibilités	4 640	4 691
Découverts bancaires	0	0
Variation de périmètre	0	0
Total trésorerie	4 640	4 691

3.7. DETTES FINANCIÈRES

Variation des dettes financières au cours de l'exercice :

En milliers d'€	2025	2024
Dettes financières	41 823	45 590
Actif non courant	0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-4 640	-4 691
Dettes nettes hors mobilisation de créances	37 183	40 898
Annulation impacts ifs 16 sur la dette nette	987	973
Dettes nettes hors IFRS 16 hors mobilisation de créances	36 196	39 925

Variation des dettes financières au cours de l'exercice	2025	2024
A l'ouverture	46 823	56 512
Différences de change	-737	283
Abandon de dettes	0	-2 421
Intérêts courus non échus	-239	-20
Variation liée ifs 16	535	35
Nouveaux emprunts	0	1 923
Remboursement d'emprunts	-4 559	-9 488
A la clôture	41 823	46 823
Dont passifs directement associés à des actifs non courants détenus en vue de la vente	0	1 234
Découverts bancaires	0	0
Total des dettes financières hors IFRS 5 et hors mobilisation de créances	41 823	45 590

La répartition des emprunts par type de taux et de devises :

En milliers d'€	2025	2024
Emprunts par type de taux		
Taux fixe	23 968	25 264
Taux variable	17 856	21 559
Avant gestion de la dette	41 823	46 823
Taux fixe	23 968	25 264
Taux variable	17 856	21 559
Après gestion de la dette	41 823	46 822
Emprunts par type de devises		
Euros	36 840	39 924
Autres devises	4 983	6 899
Emprunts bancaire par devise	41 823	46 823

3.8. AUTRES DETTES D'EXPLOITATION

En milliers d'€	2025	2024
Autres dettes non courantes	999	1 116
Total non courant	999	1 116
Dettes sociales et fiscales	9 342	10 573
Avances et acomptes reçus	211	523
Autres apports financiers	0	0
Produits constatés d'avance	0	0
Autres dettes d'exploitation	66	2 022
Variation de périmètre	0	0
Total courant	9 619	13 117

3.9. ETAT DES ÉCHEANCES DES EMPRUNTS ET DETTES

Etat des échéances hors provision pour passif, provision retraite et impôts différés :

Analyse des passifs financiers et autres dettes En milliers d'€	Part à moins d'1 an	Part à plus d'1 an et moins de 5 ans	Part à plus de 5 ans	Total dettes
Au 31 Décembre 2025				
Emprunts bancaires	8 992	31 714	0	40 706
Autres emprunts ifrs 16	531	456	0	987
Variation de périmètre	0	0	0	0
Intérêts courus non échus	130	0	0	130
Découverts bancaires	0	0	0	0
Emprunts et dettes financières hors IFRS 5 et hors mobilisation de créances	9 653	32 170	0	41 823
Autres dettes financières	1 560			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 152			12 152
Etat - impôts sur les bénéfices à payer	183			183
Avances et acomptes reçus	211			211
Dettes fiscales, sociales	9 342			9 342
Autres dettes	66			66
Produits constatés d'avance	0			0
Total	33 168	32 170	0	63 778

3.10. PROVISION POUR ENGAGEMENT DE RETRAITE

Les mouvements de la provision pour engagement de retraite sont les suivants :

En milliers d'€	2025	2024
À l'ouverture	1 228	1 323
Coût des services rendus	131	89
Coût financier	40	102
Pertes et Gains actuariels	-243	-286
Reprise de provision		0
Contributions payées		0
Variation de périmètre		0
À la clôture	1 156	1 228

Les principales hypothèses utilisées pour le calcul des engagements sur les principales sociétés sont :

- un taux d'actualisation Taux iBoxx € Corporate AA. Le taux retenu correspond au taux d'actualisation brut : 3,90 % (3,35 % en 2024)
- un taux de mortalité basés sur des statistiques officielles (Insee).
- Depuis 2023, a été appliqué la recommandation de 2021 ; modification de la période d'étalement des engagements de retraite.

Le Groupe ne couvre pas l'engagement de retraite par des versements à un fonds. Il n'y a donc pas de taux de rendement des actifs correspondants

3.11. PROVISIONS POUR AUTRES PASSIFS

La dotation aux provisions pour risque et charge constatée en 2025 est essentiellement liée à des provisions pour restructuration.

Changement de périmètre/ Reclassement	Provisions pour autres passifs
Au 1/1/2024	3 358
Différences de change	0
Changement de périmètre/ Reclassement	0
Dotations aux provisions	608
Reprises (provision utilisée)	-2 736
Reprises (provision non utilisée)	0
Au 31/12/2024	1 230
Au 1/1/2025	1 230
Différences de change	0
Changement de périmètre/ Reclassement	0
Dotations aux provisions	971
Reprises (provision utilisée)	-529
Reprises (provision non utilisée)	
Au 31/12/2025	1 672

3.12. IMPÔT DIFFÉRÉ

Les impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles selon la méthode du report variable en utilisant un taux principal de 25,83 % pour les impôts différés.

Les mouvements sur le compte « impôts différés » sont décrits ci-dessous :

En milliers d'€	2025	2024
A l'ouverture	-13 065	-15 050
Différences de change		
Engagement de retraite	-63	-52
Impôts différés sur Instruments financiers (Etat du Résultat global)		
Produit/ charge (Note 2.5)	6 580	2 037
A la clôture	-6 548	-13 065

Le tableau ci-dessous indique les montants après compensation, le cas échéant, dans le bilan consolidé :

En milliers d'€	2025	2024
Impôts différés Actif		
Impôts différés Passif	-6 548	-13 065
Total	-6 548	-13 065

Les impôts différés actifs et passifs sont compensés entre les entités françaises dans les états financiers du Groupe car les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et les sociétés sont intégrées fiscalement.

La ventilation des impôts différés est la suivante :

En milliers d'€	2025	2024
Elimination des marges en stocks		
Activation du crédit bail	-637	-782
Annulation des provisions réglementées	-5 167	-5 098
Retraitements de consolidation sociaux - ifrs	-8 724	-10 253
Provision pour indemnités de fin de carrière	298	317
Instruments financiers dérivés		0
Impact des décalages fiscaux	3 717	391
Déficits reportables activés	3 965	2 359
Autres		0
Total	-6 548	-13 065

4. AUTRES INFORMATIONS

4.1. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET AUTRES ENGAGEMENTS COMMERCIAUX

Engagements financiers donnés sur emprunts

En milliers d'€	2025	2024
Hypothèques maritimes	14 206	14 675
Nantissement	1 000	1 000
Hypothèques maritimes et ratios financiers	7 156	7 618
Suretés fixes avec ratios financiers	0	1 234
Suretés flottantes sur les actifs	4 906	9 724
Total	27 268	34 250

Emprunts bancaires soumis à des ratios financiers

Voir note 1.13

Autres engagements financiers

En milliers d'€	2024	2023
Engagements donnés (avals, cautions)	48	48
Engagements réciproques	0	0
Engagements donnés - accord de soutien	0	1 826
Engagements reçus - ligne de crédit	1 000	539

Autres obligations contractuelles

Les autres obligations contractuelles et engagements commerciaux significatifs, non inclus dans le bilan, sont les suivants au 31 décembre 2025 :

En milliers d'€	Total	- de 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Autres obligations contractuelles				
Contrats de location simple *	0	0	0	0
- Bâtiments	0	0	0	0
- Navires	0	0	0	0
Paiement des intérêts sur emprunts	0	1 605	2 869	0
Autres obligations à long terme	0	0	0	0
Total	0	1 605	2 869	0

* Les contrats de location simple correspondent à la somme actualisée des paiements minimum des engagements de loyers non résiliables.

Autres engagements

A la connaissance du Groupe, aucun autre engagement hors bilan significatif n'existe à la clôture de l'exercice.

4.2. RÉSULTAT NET PAR ACTION

		2025	2024
	Résultat net	-18 262	-876
Actions Existantes			
	Moyenne pondérée d'actions ordinaires	5 943 084	4 878 105
	Résultat net par action (en €)	-3,07	-0,18
Dilué			
	Moyenne pondérée d'actions ordinaires	5 943 084	4 878 105
	Résultat net par action (en €)	-3,07	-0,18

4.3. EVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

La hausse des coûts du carburant a un impact important sur nos coûts opérationnels et notamment pour notre activité thonière. Face à l'incertitude quant à l'intensité et à la durée de la crise actuelle dans le détroit d'Ormuz, le Groupe a choisi d'agir sans attendre et a sollicité de manière anticipée le soutien de ses partenaires bancaires. L'accueil favorable réservé à cette démarche permet à l'entreprise d'aborder cette période exigeante avec confiance et d'avancer avec détermination dans son plan d'adaptation et de transformation.

4.4. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Le Groupe est contrôlé par la société Sapmer Investissements elle-même détenue à 53,56%, directement ou indirectement par la société Cana Tera SCA. Au 31 décembre 2025, Sapmer Investissements détient 50,01 % des actions de la société Sapmer.

Les opérations entre la société et ses filiales, lesquelles sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas déclarées dans cette note. Les transactions avec des sociétés détenant des actions Sapmer comme Sapmer Investissements ou des sociétés dont certains membres de la direction détiennent une influence significative, sont les suivantes :

En milliers d'€	2025	2024
Compte de résultat		
Prestations de services de support facturées à des parties liées	14	12
Prestations de services de support facturées par des parties liées	-1 332	-1 075
Amortissements	0	0
Charges financières	0	0
Abandon de créances à caractère financier	0	-1 923
Bilan		
Actif		
Actif loué	0	0
Créances clients dues par des parties liées	0	273
Comptes courants dus par des parties liées	25	28
Dépôts de garanties des bateaux en location	0	0
Dépôts de garantie location CF CCCS	0	0
Passif		
Emprunts	0	0
Dettes fournisseurs dues à des parties liées	163	744
Comptes courants dus par des parties liées	0	0

4.5 RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DES ORGANES DE DIRECTION

La rémunération des principaux dirigeants se décompose comme suit :

En milliers d'€	2025	2024
Les avantages du personnel à court terme	312	325
Les avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Les paiements fondés sur des actions	0	0
Total	312	325

Les dirigeants sont les membres du conseil d'administration qui compte un membre au sein du Groupe durant l'exercice 2024.

4.6 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des commissaires aux comptes se ventilent comme suit :

En milliers d'€	2025	2024
Talenz Ares Lyon - 26, rue Berjon - 69 - Lyon	67	68
HDM Réunion-Mayotte - 97 Sainte Clotilde - La Réunion	45	44
BDO § CO LTD - 10 Frère Felix de Valois - Port Louis - Ile Maurice	21	19
Total	132	131

5. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

5.1 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

La liste des sociétés appartenant au périmètre de consolidation est donnée dans le tableau ci-après :

Sociétés	Localisation	% de capital détenu	Méthode de consolidation	Date de clôture
SAPMER SA (*)	La Réunion	Mère	Intégration globale	Déc.
LES ARMEMENTS REUNIONNAIS SAS (*)	La Réunion	100%	Intégration globale	Déc.
ARMAS PÊCHE SAS (*)	La Réunion	100%	Intégration globale	Déc.
LES COMPTOIRS SAPMER SARL (*)	La Réunion	100%	Intégration globale	Déc.
SAPMER PREMIUM SEAPRODUCTS	Ile Maurice	100%	Intégration globale	Déc.
TUNA FISHING COMPANY LTD	Seychelles	99%	Intégration globale	Déc.
INDIAN OCEAN SHIP MANAGEMENT SERVICES	Ile Maurice	100%	Intégration globale	Déc.
COMPAGNIE D'ARMEMENT A LA PECHE SAS (*)	La Réunion	100%	Intégration globale	Déc.
MER DES MASCAREIGNES LIMITEE(**)	Ile Maurice	50%	Mise en équivalence	Juin

* Sociétés intégrées fiscalement

** Société en cours de liquidation



CHAPITRE 3

COMPTES ANNUELS

CHAPITRE 3

SOMMAIRE

COMPTES ANNUELS

Bilan	48
Compte de résultat	50
Annexe aux comptes annuels.....	52
1. Règles et méthodes comptables.....	52
2. Informations d'ordre général.....	56
3. Évènements de l'exercice.....	56
4. Contexte économique et géopolitique.....	56
5. Évènements postérieurs à la date de clôture.....	57
6. Continuité d'exploitation.....	57



BILAN

ACTIF

1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025

En milliers d'euros	Brut	Amortissements	Net (31/12/2025)	Net (31/12/2024)
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	1 335	1 309	26	20
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	2 000	1 679	322	409
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	3 335	2 988	347	430
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	3 709	3 447	261	259
Installations techniques, matériel et outillage industriel	124 930	86 838	38 092	55 938
Autres immobilisations corporelles	437	237	200	187
Immobilisations en cours	1 458		1 458	1 371
Avances et acomptes	428		428	211
TOTAL immobilisations corporelles	130 962	90 523	40 440	57 966
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	13 210	3 840	9 370	1 904
Créances rattachées à des participations	70		70	66
Autres titres immobilisés	1		1	1
Prêts				
Autres immobilisations financières	564		564	538
TOTAL immobilisations financières	13 845	3 840	10 005	2 509
ACTIF IMMOBILISÉ	148 141	97 350	50 791	60 905
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement	6 738		6 738	6 675
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis	8 092	535	7 557	3 984
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours	14 830	535	14 295	10 659
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	611		611	998
Créances clients et comptes rattachés	8 529		8 529	16 309
Autres créances	14 355	74	14 281	26 349
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances	23 495	74	23 420	43 656
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	1 000		1 000	1 000
Disponibilités	1 702		1 702	1 421
Charges constatées d'avance	2 185		2 185	2 358
TOTAL disponibilités et divers	4 887		4 887	4 778
ACTIF CIRCULANT	43 212	610	42 602	59 092
Ecart de conversion actif	87		87	17
TOTAL GÉNÉRAL	191 440	97 960	93 480	120 015

PASSIF

1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025

En milliers d'euros	2025	2024
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé	4 877	4 358
Primes d'émission, de fusion, d'apport,...	45 656	41 174
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	280	280
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-28 492	-25 103
Résultat de l'exercice	-19 288	-3 389
TOTAL situation nette	3 033	17 320
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	17 946	17 680
CAPITAUX PROPRES	20 978	35 000
Provisions pour risques	648	588
Provisions pour charges	5 109	3 980
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	5 757	4 569
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	35 931	37 650
Emprunts et dettes financières divers	12 404	20 902
TOTAL dettes financières	48 334	58 552
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS		
DETTES DIVERSES		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 418	16 616
Dettes fiscales et sociales	5 300	5 073
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	682	144
TOTAL dettes diverses	18 400	21 833
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	0	0
DETTES	66 734	80 385
Ecarts de conversion passif	11	61
TOTAL GÉNÉRAL	93 480	120 015

COMPTE DE RESULTAT

1^{ière} PARTIE

1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025

En milliers d'euros	France	Export	31/12/2025	31/12/2024
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	2 894	67 459	70 352	73 612
Production vendue de services	1 203		1 203	2 716
Chiffres d'affaires nets	4 096	67 459	71 555	76 328
Production stockée			3 586	-1 764
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			39	
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			3 306	13 084
Autres produits			5 186	4 694
Produits d'exploitation			83 671	92 342
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]				
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnement			23 262	25 020
Variation de stock [matières premières et approvisionnement]			-63	-271
Autres achats et charges externes			33 437	35 259
TOTAL charges externes			56 637	60 007
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			4 097	3 950
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			14 514	14 871
Charges sociales			2 812	2 529
TOTAL charges de personnel			17 326	17 400
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			5 737	4 795
Dotations aux provisions sur immobilisations			15 017	
Dotations aux provisions sur actif circulant			535	674
Dotations aux provisions pour risques et charges			3 820	2 682
TOTAL dotations d'exploitation			25 109	8 151
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			3 911	3 603
CHARGES D'EXPLOITATION			107 080	93 112
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-23 409	-770

2^{ème} PARTIE

1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-23 409	-770
Bénéfice attribué ou perte transférée	56	645
Perte supportée ou bénéfice transféré	183	183
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation	3 389	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		1 120
Autres intérêts et produits assimilés	8 844	9 394
Reprises sur provisions et transferts de charges	10	149
Différences positives de change	105	50
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL produits financiers	12 348	10 713
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		450
Intérêts et charges assimilées	8 590	9 237
Différences négatives de change	478	105
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL charges financières	9 068	9 793
RÉSULTAT FINANCIER	3 280	920
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-20 257	613
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		8 359
Reprises sur provisions et transferts de charges		5 004
TOTAL produits exceptionnels	0	13 363
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		230
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		17 484
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	266	1 523
TOTAL charges exceptionnelles	266	19 236
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-266	-5 873
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	0	0
Impôts sur les bénéfices	-1 235	-1 871
TOTAL DES PRODUITS	96 074	108 392
TOTAL DES CHARGES	115 363	131 421
BENEFICE OU PERTE	-19 288	-3 389

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

L'exercice clôturé au 31 décembre 2025 présente un montant total bilan de 93 480 027 euros et dégage un résultat déficitaire de 19 287 948 euros.

Le règlement ANC n° 2022-06, homologué le 30 décembre 2023, modifie le plan comptable général et s'applique à compter du 1er janvier 2025. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers tels que détaillés dans le paragraphe 1.13. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, l'absence de retraitement n'opère aucune modification quant à la présentation pour l'année 2025. Ainsi, nous n'avons pas annexé les comptes arrêtés et publiés au 31/12/2024 dans la mesure où leur présentation n'a pas changé.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, conformément aux articles 121-1 à 121-5 du Plan Comptable Général, selon les principes d'établissement des comptes annuels : image fidèle, comparabilité et continuité d'activité, régularité et sincérité, prudence, permanence des méthodes ; et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les principales méthodes utilisées sont décrites ci-dessous.

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

1.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les dotations aux amortissements sont calculées suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- ✓ Dépôt de marque : 10 ans
- ✓ Logiciels : 3 à 5 ans
- ✓ Permis de mise en exploitation : 22 ans

1.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les dotations aux amortissements sont calculées suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue. Lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

- ✓ Agencements et aménagements des constructions : 10 à 14 ans
- ✓ Matériel de transport : 3 à 5 ans
- ✓ Navires : 15 à 25 ans
- ✓ Matériel de bureau et informatique : 3 à 5 ans
- ✓ Mobilier : 3 à 5 ans

Les principales acquisitions de cet exercice sont :

- ✓ Rénovation du navire thonier Bernica : 1 005 K€

- ✓ Rénovation du navire thonier Dolomieu : 646 K€
- ✓ Rénovation du navire thonier Franche Terre : 492 K€
- ✓ Rénovation du navire caseyeur Austral : 241 K€
- ✓ Rénovation du navire palangrier Cap Horn : 206 K€
- ✓ Rénovation du navire palangrier Albius : 190 K€

Une dépréciation totale de 15 M€ a été constatée sur la flotte thonière (trois navires) afin de tenir compte de leur valeur d'usage au 31 décembre 2025.

1.3 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, augmenté le cas échéant des frais d'acquisition. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence, lorsqu'elle est considérée comme durable.

1.3.1 Titres de participation

Sociétés	Localisation	Quote-part capital détenu	Intégration fiscale	Consolidation - Méthode
LES ARMEMENTS REUNIONNAIS SAS	La Réunion	100%	Oui	Oui - Intégration globale
ARMAS PECHE SAS	La Réunion	100%	Oui	Oui - Intégration globale
LES COMPTOIRS SAPMER SARL (*)	La Réunion	100%	Oui	Oui - Intégration globale
COMPAGNIE D'ARMEMENT A LA PECHE SAS	La Réunion	100%	Oui	Oui - Intégration globale
SAPMER PREMIUM SEAPRODUCTS	Ile Maurice	100%	Non	Oui - Intégration globale
INDIAN OCEAN SHIP MANAGEMENT SERVICES	Ile Maurice	100%	Non	Oui - Intégration globale
MER DES MASCAREIGNES LIMITEE (**)	Ile Maurice	50%	Non	Oui - Mise en équivalence
TUNA FISHING COMPANY LIMITED	Seychelles	99%	Non	Oui - Intégration globale
CCCS LIMITED	Seychelles	10%	Non	Non

(*) Changement de dénomination sociale, anciennement "ARMEMENT SAPMER DISTRIBUTION"

(**) en cours de liquidation

- ✓ Dans le cadre de la Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) intervenue en décembre 2025, la société SOPARMA a été absorbée. En conséquence, l'intégralité de ses titres a été annulée, conformément aux dispositions applicables en matière de dissolution sans liquidation.
- ✓ Les titres de la société ARMAS PÊCHE sont détenus directement depuis la TUP de la société SOPARMA au mois de décembre 2025.
- ✓ Les titres de la société COMPAGNIE D'ARMEMENT A LA PECHE ont été dépréciés à hauteur de 100% sur l'exercice 2023 (soit 1 500 K€).
- ✓ Les titres de la société INDIAN OCEAN SHIP MANAGEMENT SERVICES ont été dépréciés à 100% sur l'exercice 2022 (soit 100 K€).
- ✓ Les titres de la société MER DES MASCAREIGNES ont été dépréciés à hauteur de 100% (soit 876 K€ sur l'exercice 2022, 751 K€ sur l'exercice 2023 et 373 K€ sur l'exercice 2024). Cette société est en cours de liquidation.
- ✓ Les titres de la société TUNA FISHING COMPANY LIMITED ont été dépréciés à 100% sur l'exercice 2021 (soit 100 K€).

1.3.2 Autres immobilisations financières

Elles sont essentiellement constituées :

- ✓ D'un prêt de 70 K€ (intérêts inclus) consenti à sa filiale MER DES MASCAREIGNES sur l'exercice 2019.
- ✓ De dépôts et cautionnements pour un montant de 564 K€.

1.4 STOCKS

Les stocks d'approvisionnement sont valorisés à leur coût d'acquisition selon la méthode du premier entré – premier sorti (PEPS), puisque plus sensibles aux variations de prix en particulier pour les stocks d'appâts et de gasoil. Ils apparaissent au bilan pour un montant de 6 738 K€. Aucune dépréciation n'a été constatée en 2025.

Les stocks de produits apparaissent au bilan pour un montant de 8 092 K€. Ils sont constitués des stocks de produits pêchés, produits finis et encours de production. Ils sont valorisés à partir du coût de production de l'exercice.

Une provision pour dépréciation est constituée :

- ✓ A chaque fois que la valeur de réalisation ou le cours du jour est inférieur à la valeur d'inventaire, d'une part,
- ✓ En fonction de la rotation des différentes catégories d'articles, d'autre part.

Une dépréciation de 535 K€ a été constatée en 2025.

1.5 CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Ce poste est constitué par :

- ✓ Des avances et acomptes versés sur commandes pour 610 K€.
- ✓ Les créances clients et comptes rattachés pour 8 529 K€.
- ✓ Le poste « autres créances », d'un montant de 14 355 K€. Celui-ci est essentiellement constitué de comptes courants dans le cadre de la gestion de trésorerie du Groupe d'un montant de 13 562 K€.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.6 VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Ce poste est constitué d'un versement de 1 000 K€ sur un contrat de capitalisation, réalisé en 2019. La valeur de ce contrat s'élevait à 1 157 K€ à la clôture de l'exercice.

1.7 CAPITAL ET AUTRES CAPITAUX PROPRES

Une augmentation de capital a été réalisée en avril 2025. Il est désormais constitué de 6 095 685 actions à 0,80 € entièrement libérées. Il n'existe pas de plans à effet dilutif.

Les autres capitaux propres correspondent à des primes d'émission pour 24 668 K€ et de bonis de confusion pour un montant de 20 922 K€.

1.8 PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Des amortissements dérogatoires sont comptabilisés annuellement pour constater l'écart entre l'amortissement économique et l'amortissement fiscal (amortissement de la valeur résiduelle des navires). Le montant total cumulé au bilan est de 16 215 K€.

La diminution de cette provision réglementée a été constatée dans le résultat de l'exercice pour 266 K€ (produit net).

Une provision pour hausse des prix a été constatée à la clôture de l'exercice 2022 sur le stock de gazole pour un montant de 1 731 K€. Elle a été maintenue à la clôture de l'exercice 2025.

1.9 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

- ✓ Une provision pour grosse réparation est constituée en fonction du plan pluriannuel de travaux (visite pour la reclassification des navires) pour un montant total cumulé de 4 263 K€.
- ✓ Les provisions pour litiges s'élèvent à 562 K€.
- ✓ La provision pour perte de change s'élève à 87 K€.
- ✓ La provision pour charges s'élève à 846 K€.

Le montant total des provisions pour risques et charges s'élève à 5 757 K€ à la clôture de l'exercice.

1.10 EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES DIVERSES

La société a contracté divers emprunts et lignes de crédit. Ces emprunts et lignes de crédit sont garantis par des sûretés sur les actifs financés et/ou par des ratios financiers, déterminés au niveau local ou consolidé.

Un emprunt de 17 M€ a été contracté en 2012 auprès de la BFC, les covenants suivants ont été définis :

- Le ratio dette nette consolidée sur les capitaux propres consolidés doit être inférieur à 2 jusqu'à fin 2014 puis 1,5 jusqu'à la fin du crédit ;
- Le ratio dette nette consolidée sur l'EBITDA consolidé doit être inférieur à 4,5 sur 2012, 3,5 sur 2013 et inférieur à 3 par la suite.

Le non-respect d'un ou de ces deux ratios n'entraînent pas d'exigibilité anticipée.

Ces ratios n'ont pas été respectés en 2025.

Le moratoire du remboursement du capital de l'ensemble de ses emprunts obtenu au mois d'octobre 2023 s'est terminé en octobre 2025.

Le montant des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit s'élève à 35,9 M€ à la clôture de l'exercice, contre 37,7 M€ en 2024.

Une convention de trésorerie a été signée entre Sapmer et ses filiales. A la fin de l'exercice, les créances en compte courant s'élèvent à 14,4 M€, tandis que les dettes en compte courant s'élèvent à 12,4 M€.

Une convention de trésorerie a été signée entre Sapmer et Sapmer Investissements. La créance en compte courant à la fin de l'exercice s'élève à 0,2 M€.

1.11 OPÉRATIONS EN DEVISES

Les créances et les dettes en devises qui ne font pas l'objet d'une couverture sont converties en fin d'exercice au cours de clôture. Les écarts sont portés au bilan en « écarts de conversion » à l'actif (perte latente) ou au passif (gain latent). Les « écarts de conversion actifs » font l'objet d'une provision à hauteur du risque non couvert.

Les produits et créances en devises qui ont fait l'objet d'une couverture figurent au bilan à un cours négocié.

Les charges en devises sont enregistrées pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les disponibilités en devises figurent au bilan au cours de clôture. Les écarts sont portés en résultat financier.

1.12 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires à l'export est reconnu comptablement lors de la mise sous scellées des containers par l'expert maritime.

1.13 CHANGEMENT DE MÉTHODE ET PRINCIPAUX IMPACTS DE LA PREMIERE APPLICATION DU REGLEMENT ANC 2022-06

Le règlement ANC 2022-06 est entrée en vigueur de manière obligatoire au 1^{er} janvier 2025.

Les principaux impacts sur la présentation des comptes 2025 par rapport à la réglementation antérieure sont les suivants :

- ✓ Suppression de la technique des transferts de charges

Les indemnités d'assurance sont désormais comptabilisées en « autres produits d'exploitation » (643 K€ en 2025). Les mises à disposition intra-groupe de personnel ont été inscrites en chiffre d'affaires (prestations de services pour 678 K€ en 2025).

Les prises en charge de salaires par l'OPCO sont déduites des charges de personnel (80 K€ en 2025).

- ✓ Modification de la définition du résultat exceptionnel

Le règlement ANC 2022-06 portant sur la modernisation des états financiers propose une nouvelle définition du résultat exceptionnel :

- Sont comptabilisés en résultat exceptionnel les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel.
- Auxquels s'ajoutent un nombre limité d'éléments classés selon leur nature en résultat exceptionnel (les enregistrements liés à des opérations fiscales, à des changements de méthode ou à des corrections d'erreurs).

Par conséquent :

- Les opérations portant sur les sorties de l'actif immobilisés ont été affectées au résultat d'exploitation (-85 K€ en 2025).
- Seule la dotation aux amortissements dérogatoires, d'origine fiscale, a été comptabilisée en résultat exceptionnel en 2025.

2. INFORMATIONS D'ORDRE GENERAL

Sapmer a opté pour le régime de l'intégration fiscale au 1^{er} janvier 2008 : le Groupe est constitué de Sapmer et de cinq de ses filiales (voir détail paragraphe 1.3.1) dont la société Soparma pour la dernière année (TUP).

Les filiales du périmètre contribuent à la charge d'impôt du Groupe à hauteur du montant d'impôt dont elles auraient été redevables en l'absence d'intégration. L'économie ou la charge d'impôt complémentaire résultant de la différence entre l'impôt dû par les filiales intégrées et l'impôt résultant de la détermination du résultat d'ensemble est enregistrée par l'entreprise tête de Groupe.

Pour l'exercice 2025 le résultat fiscal d'ensemble est un déficit de 6,2 M€. L'impôt sur les sociétés Groupe est nul. L'économie réalisée grâce à l'intégration fiscale est de 1,2 M€.

La société Sapmer publie une consolidation en norme IFRS en tant que société mère qui inclut neuf de ses filiales (voir détail paragraphe 1.3.1), dont la société Soparma pour la dernière année (TUP).

Sapmer est également consolidée par intégration globale au sein du groupe Cana Tera.

Le montant de la rémunération des dirigeants n'est pas communiquée car elle conduirait à mentionner une rémunération individuelle.

3. ÉVÈNEMENTS DE L'EXERCICE

La deuxième tranche de 5 M€ relative à l'augmentation de capital réservée d'un montant total de 20 M€ a été réalisée en avril 2025 au bénéfice de la Région Réunion.

La société a absorbé sa filiale Soparma, détenue à 100 %, dans le cadre d'une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) intervenue en décembre 2025. Cette opération a entraîné l'annulation de l'intégralité des titres Soparma pour une valeur de 44 K€, conformément aux dispositions applicables en matière de dissolution sans liquidation.

Les titres Armas Pêche, précédemment détenus à 100 % par Soparma, ont été repris à l'actif de Sapmer pour une valeur de 7,5 M€. L'opération a également généré un boni de confusion de 7,2 M€, comptabilisé en produits financiers.

Par ailleurs, le maintien du prix de vente moyen du thon brut à un niveau historiquement bas pendant trois trimestres consécutifs a conduit la société à réviser la valeur actuelle des trois thoniers inscrits à l'actif. Cette revue a donné lieu à la comptabilisation d'une dépréciation comptable exceptionnelle.

Enfin, les quotas de légine attribués aux deux palangriers de la société ont été réduits de 25 %. Afin de limiter l'impact de cette réduction sur les coûts d'exploitation et les marges, l'un des palangriers n'a réalisé qu'une seule marée au cours de la campagne 2025/2026. Une partie significative de son quota a été transférée sur les trois autres palangriers du Groupe, conformément aux autorisations réglementaires applicables.

L'action de la société Sapmer, cotée sur le marché Euronext Growth, a clôturé au 31 décembre 2025 à 5,75 €.

4. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET GÉOPOLITIQUE

L'exercice clos au 31 décembre 2025 s'est déroulé dans un environnement international marqué par des tensions géopolitiques persistantes, notamment liées aux conflits en Ukraine et au Proche-Orient.

SAPMER n'intervenant pas directement sur les marchés concernés, aucun impact significatif n'a été constaté sur son activité. Toutefois, des effets indirects ont été observés, tels que la hausse des coûts de l'énergie et du carburant, l'augmentation des droits de douane sur certaines importations, et une pression inflationniste sur les matières premières. Ces éléments ont été intégrés dans les tests de dépréciation réalisés à la clôture, sans qu'ils ne conduisent à la constatation de dépréciations complémentaires.

5. ÉVÈNEMENTS POSTERIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

La hausse des coûts du carburant a un impact important sur nos coûts opérationnels et notamment pour notre activité thonière. Face à l'incertitude quant à l'intensité et à la durée de la crise actuelle dans le détroit D'Ormuz, le Groupe a choisi d'agir sans attendre et a sollicité de manière anticipée le soutien de ses partenaires bancaires. L'accueil favorable réservé à cette démarche permet à l'entreprise d'aborder cette période exigeante avec confiance et d'avancer avec détermination dans son plan d'adaptation et de transformation.

Par ailleurs, dans le cadre de sa convention de trésorerie groupe et en sa qualité de société gestionnaire tel que ce terme est défini à la convention de trésorerie groupe, Sapmera procédé, postérieurement à la clôture de l'exercice, à la cession, à sa valeur nominale, d'une créance qu'elle détenait sur la société Sapmer Premium Seaproducts au profit de la société Les Armements Réunionnais. Cette cession de créance a été réglée par voie de compensation avec une créance détenue par Les Armements Réunionnais sur la société, sans impact sur la trésorerie de Sapmer.

6. CONTINUITÉ D'EXPLOITATION

Les états financiers ont été établis sur la base du principe de continuité d'exploitation. La direction considère que les fondamentaux du Groupe demeurent solides :

- progression soutenue des prix de vente de la légine,
- réduction significative des coûts,
- baisse historique de l'endettement net.

Par ailleurs, dans un contexte de hausse exceptionnelle du prix du gasoil, qui constitue l'un de ses principaux postes de coût après la masse salariale sur l'activité thonière, le Groupe a obtenu, de la part de ses partenaires bancaires, un accord lui conférant une flexibilité sur le remboursement de ses dettes.

Ces éléments confortent la direction dans sa capacité à assurer la continuité d'exploitation sur les douze prochains mois.



CHAPITRE 4

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

CHAPITRE 4

SOMMAIRE

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS.....60**

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....63

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES
COMPTES CONSOLIDES.....65**



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

À l'assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

Aux actionnaires de la société SAPMER,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SAPMER, S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

RÉFÉRENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDÉPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points exposés dans :

- La note 1.13 « CHANGEMENT DE METHODE ET PRINCIPAUX IMPACTS DE LA PREMIERE APPLICATION DU REGLEMENT ANC 2022-06 » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable concernant l'application du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022, modifiant le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.
- Le paragraphe 6 de l'annexe qui présente le principe de continuité d'exploitation retenu par la société au 31 décembre 2025.

JUSTIFICATION DE NOS APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- L'annexe, dans sa note 1.2, précise les modalités d'amortissement et de dépréciation des immobilisations. Nous en avons apprécié la pertinence, vérifié leur correcte application et le caractère raisonnable des hypothèses retenues pour l'estimation de leur valeur d'inventaire ;
- L'annexe fait état, en note 1.9, des provisions pour risques et charges dotées à la clôture de l'exercice. Nos travaux ont consisté à apprécier l'opportunité et l'évaluation des provisions afférentes aux dépenses de révisions périodiques des navires composant la flotte ;
- Les modalités d'évaluation des titres de participation sont exposées en note 1.3 de l'annexe. Nous avons vérifié leur conformité aux règles comptables applicables en France ainsi que le caractère raisonnable des hypothèses retenues pour l'estimation de leur valeur d'inventaire.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : le rapport de gestion n'inclut pas les informations relatives au nombre de factures fournisseurs reçues non réglées au 31 décembre 2025.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du Code de commerce.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Sainte-Clotilde et à Lyon, le 04 mai 2026

Les Commissaires aux comptes

HDM AUDIT

**Jocelyne ATIVE,
Commissaire aux comptes
Associée**

TALENZ AUDIT

**Frédéric CHEVALLIER,
Commissaire aux comptes
Associé**

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

À l'assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

Aux actionnaires de la société SAPMER,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

CONVENTIONS CONCLUES SANS AUTORISATION PRÉALABLE AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ

Première convention

Avec la société Indian Ocean Ship Management Services (IOSMS), société de droit mauricien

Personne concernée : Monsieur Adrien de Chomereau

Nature : Abandon de créance

Modalités : Par acte sous seing privé en date du 31 décembre 2025, un abandon de créance d'un montant de 2 156 854,81 euros a été consenti par la société Sapmer à la société IOSMS. Cet abandon a été consenti sans clause de retour à meilleure fortune.

Seconde convention

Avec la société Sapmer Premium Seaproducts (SPS), société de droit mauricien

Personne concernée : Monsieur Adrien de Chomereau

Nature : Abandon de créance

Modalités : Pr acte sous seing privé en date du 31 décembre 2025, un abandon de créance d'un montant de 3 600 000,00 euros a été consenti par la société Sapmer à la société SPS. Cet abandon a été consenti sans clause de retour à meilleure fortune.

Ces conventions ont fait l'objet d'une communication au Conseil d'administration du 27 avril 2026.

CONVENTIONS CONCLUES AVEC AUTORISATION PRÉALABLE AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée préalablement par le Conseil d'administration et conclue au cours de l'exercice écoulé.

CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Sainte-Clotilde et à Lyon, le 04 mai 2026

Les Commissaires aux comptes

HDM AUDIT

**Jocelyne ATIVE,
Commissaire aux comptes
Associée**

TALENZ AUDIT

**Frédéric CHEVALLIER,
Commissaire aux comptes
Associé**

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

À l'assemblée générale pour l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

Aux actionnaires de la société SAPMER,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société SAPMER S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

FONDEMENT DE L'OPINION

RÉFÉRENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

INDÉPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé au paragraphe 1.19 « Jugements et estimations comptables significatifs » de l'annexe sur le principe de continuité d'exploitation retenu par le Groupe.

JUSTIFICATION DE NOS APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- Les modalités de dépréciation des immobilisations corporelles sont précisées en note 1.5 de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par le Groupe et vérifié son application.
- La note 2.6 aux états financiers indique les opérations comptabilisées dans le poste « autres charges / produits opérationnels ». Nous avons porté une attention particulière au caractère approprié de la position retenue par la Direction pour le classement de ces opérations et nous nous sommes assurés que l'annexe en donne une information pertinente.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour fonder leur opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évaluent si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, ils collectent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Ils sont responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Sainte-Clotilde et à Lyon, le 04 mai 2026

Les Commissaires aux comptes

HDM AUDIT

**Jocelyne ATIVE,
Commissaire aux comptes
Associée**

TALENZ AUDIT

**Frédéric CHEVALLIER,
Commissaire aux comptes
Associé**



CHAPITRE 5

RESOLUTIONS ASSEMBLEE GENERALE

Texte de résolutions présentées à l'assemblée générale ordinaire

PREMIÈRE RÉSOLUTION

Comptes sociaux

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, et après avoir pris connaissance des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ainsi que du rapport de gestion du Conseil d'administration, du rapport sur le gouvernement d'entreprise (ci-après « **le Rapport du Conseil d'administration** ») et des rapports des commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels dudit exercice, lesquels font apparaître une perte de 19 287 950,30 euros. Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale constate, conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, qu'au cours de l'exercice écoulé, aucune somme n'a été enregistrée au titre des dépenses ou charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39,4 du Code général des impôts.

En conséquence, elle donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration, d'affecter le résultat déficitaire de l'exercice qui s'élève à 19 287 950,30 euros en report à nouveau.

TROISIÈME RÉSOLUTION

Rappel des dividendes distribués

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration, prend acte qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

Comptes consolidés

L'Assemblée Générale, connaissance prise des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025, après avoir entendu la lecture du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés au 31 décembre 2025, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans le rapport sur la gestion du groupe inclus dans le rapport de gestion.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

Conventions réglementées

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes, sur les conventions relevant de l'article L225-38 et suivants du Code de commerce, approuve les conclusions dudit rapport et chacune des conventions nouvelles qui y sont mentionnées, les intéressés ne prenant pas part au vote et leurs actions n'étant pas prise en compte pour le calcul de la majorité.

SIXIÈME RÉSOLUTION

Mandat d'administrateur

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration, décide de renouveler le mandat d'administrateur de :

- **Monsieur Wilfrid Bertile**

pour une durée de trois (3) ans, qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle tenue en 2029 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2027.

Monsieur Wilfrid Bertile a déclaré par avance qu'il accepterait ce mandat pour le cas où il serait renouvelé et qu'il n'était frappé d'aucune incompatibilité, interdiction ou déchéance susceptibles de lui en interdire l'accès ou l'exercice.

HUITIÈME RÉSOLUTION

Pouvoirs

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes formalités qui seront nécessaires.

Le conseil d'administration